



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

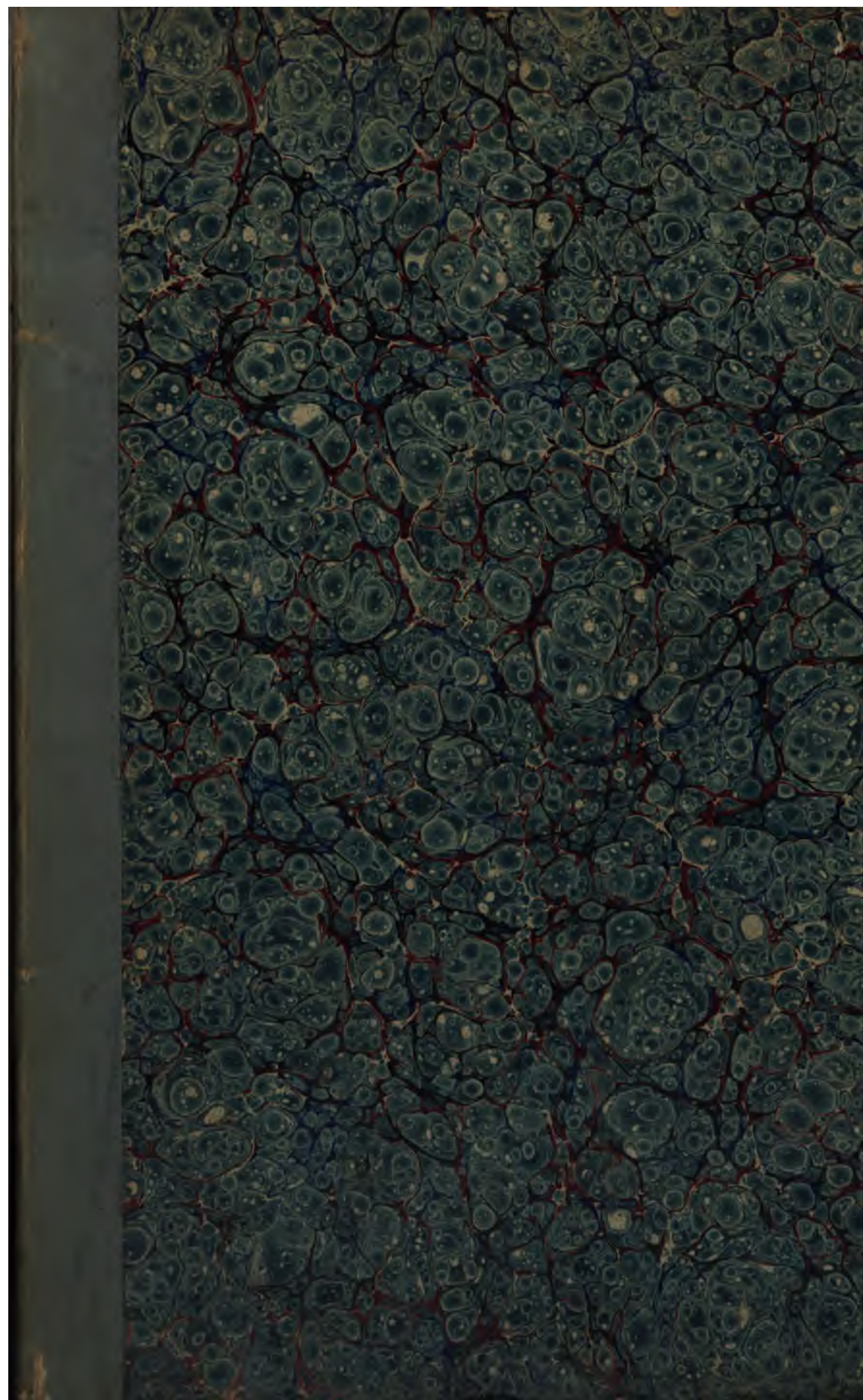
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

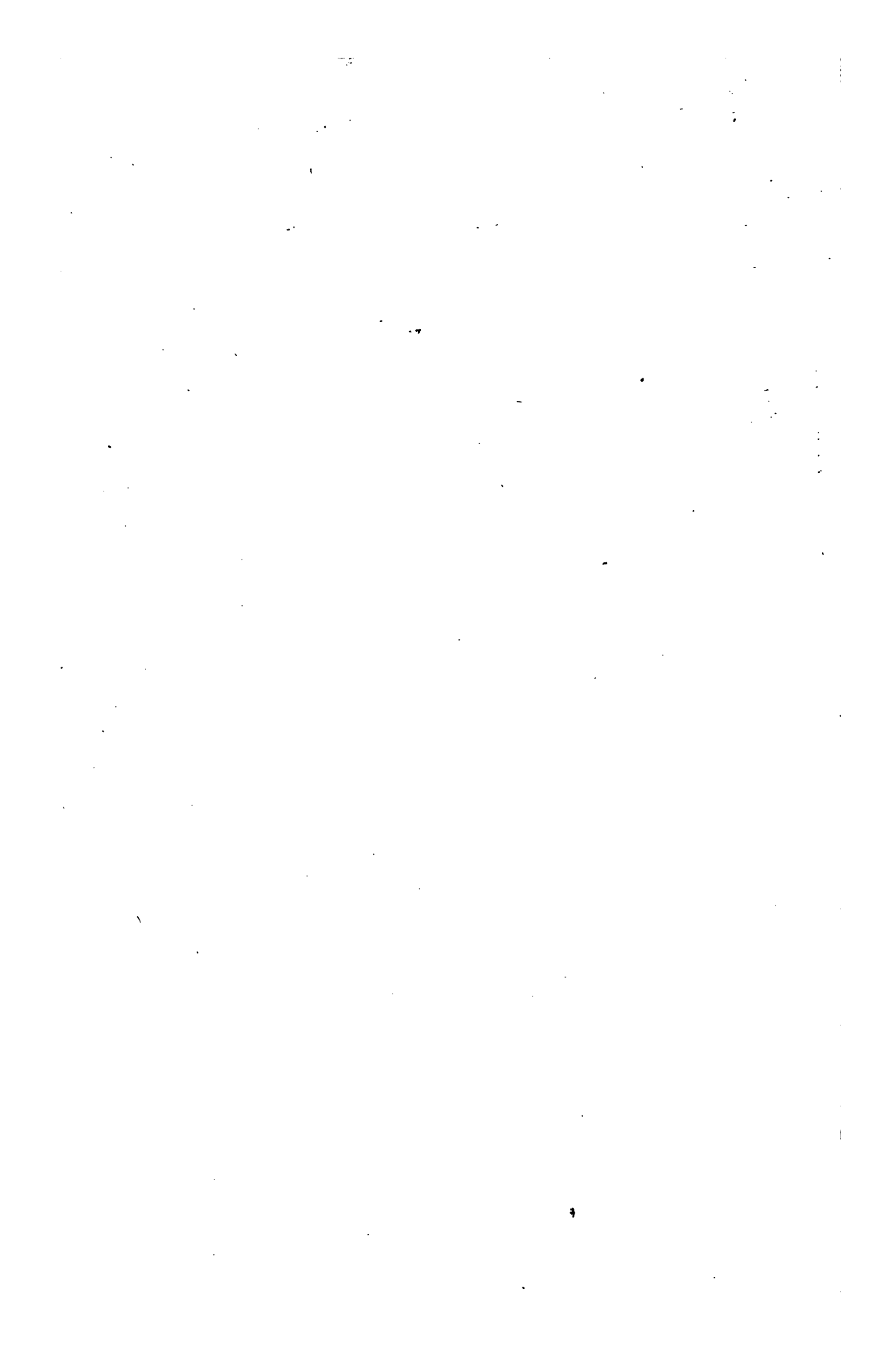
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



22. m. 24





Taylor & Francis

ROYER-COLLARD

PAR

M. CHARLES DE LACOMBE

PARIS

CHARLES DOUNIOL, LIBRAIRE-ÉDITEUR

29, RUE DE TOURNON, 29

1863

ROYER-COLLARD

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET C^{OP}, RUE D'ERFURTH. 1.

ROYER-COLLARD

PAR

M. CHARLES DE LACOMBE

Extrait du CORRESPONDANT

PARIS

CHARLES DOUNIOL, LIBRAIRE-ÉDITEUR

29, RUE DE TOURNON, 29

—
1865



ROYER-COLLARD¹

M. de Chateaubriand, écrivant sous le premier Empire; célébrait le charme des lettres pour ceux que la fortune a trahis dans leurs convictions; il retraçait les consolations que l'on trouve, lorsqu'on ressent du spectacle des hommes ou des choses de son temps une impression trop amère, à évoquer les souvenirs et les gloires des âges évanouis : « Les muses qui nous permettent de choisir notre société, disait-il, sont d'un puissant secours dans les chagrins politiques. Quand vous êtes fatigué de vivre au milieu des Tigellin et des Narcisse, elles vous transportent dans la société des Caton et des Fabricius. »

Ces consolations sont de toutes les époques : il n'est pas d'épreuves dans la vie publique qu'elles ne puissent alléger. A travers toutes les vicissitudes le commerce des lettres a gardé sa douceur. Cependant nous sommes plus favorisés que ne l'étaient les contemporains de M. de Chateaubriand. Comme eux, nous pouvons, s'il nous plait, nous réfugier dans l'antiquité; nous pouvons demander à Tacite ou à Cicéron, à Juvénal ou à Virgile une satisfaction à nos colères ou un baume à nos blessures. Comme eux, nous pouvons nous élever vers les hauteurs sereines du dix-septième siècle; nous pouvons puiser à toutes les sources où ils se sont eux-mêmes désaltérés; mais d'autres nous sont

¹ *La Vie politique de M. Royer-Collard, ses discours et ses écrits*, par M. de Barent, de l'Académie française. Deuxième édition. 2 vol. in-18, Didier.

ouvertes qu'ils ne possédaient pas. Nous avons de plus qu'eux leurs propres exemples et leurs propres écrits.

Il s'est formé dans ce siècle une sorte de littérature qui s'accorde intimement avec l'esprit de notre temps : il a passé parmi nous des hommes dont les destinées ont précédé et comme annoncé les nôtres. Ces révolutions qui se précipitent sous nos regards, et qui emportent dans leurs flots tant de tristes débris de la dignité humaine, d'autres, avant nous, les avaient connues. Ces libertés, que nous regrettons pour notre sécurité comme pour notre propre honneur, d'autres avant nous les avaient désirées, réclamées, conquises. Cette justice universelle, cet empire souverain du droit que notre inquiétude errante cherche en vain derrière les perspectives orageuses ou mornes de l'avenir, d'autres, avant nous, les avaient revendiqués. Toutes ruinées que semblent être les maximes dont ils s'inspiraient, leurs accents ne sont pas tombés tout entiers : ils s'élèvent encore, ils retentissent à nos oreilles. C'est à nous de les écouter et de les recueillir. La littérature politique a pris naissance parmi nous : elle offre à quiconque l'interroge un fonds de préceptes et de modèles propres à guider les intelligences et à raffermir les courages. C'est quelque chose, même quand on est vaincu, de se sentir en pleine harmonie avec tout ce qu'ont inspiré de plus grand le génie ou le bon sens de l'humanité : c'est quelque chose d'opposer aux contradictions de la fortune le suffrage des plus éminents citoyens d'un pays, et de reconnaître son âme, si humble qu'on puisse être, dans les plus illustres voix que la patrie ait entendues.

Il comptait au premier rang, parmi ces voix illustres, l'admirable écrivain que nous avons nommé, Chateaubriand. Que de leçons dans cette vie ! Quand on se représente le plus éclatant génie de ce siècle réduit à faire des traductions dans son grenier d'émigré ; quand, de retour en France où ses chants ont rappelé la religion, on le voit élever contre le meurtre d'un prince infortuné sa protestation solitaire, travailler obscurément pour l'immortalité, sous l'avidité surveillance d'une police barbare et d'une critique servile, qui songerait à se plaindre ? Et quel exemple en même temps pour la dignité politique ! Les défauts ne manquent pas à cette merveilleuse nature : les petites choses s'y rencontrent, mais vous n'y apercevrez pas l'ombre d'une bassesse, et, si sévère que vous soyez pour l'homme, il y a toujours un point sur lequel vous le trouverez irréprochable : c'est l'honneur. Comme la note en résonne dans ses écrits et dans ses actes ! C'est par là qu'en dépit de ses fautes, il demeure éternellement cher à toute âme bien née : c'est par là, n'en doutez pas, c'est par cet invincible attachement à l'honneur qu'il mérite l'outrage de ces plumes prostituées au succès, de ces plumes pour qui rien n'est sacré des

grandeurs tombées, pas même le souvenir des flatteries qu'au jour du triomphe, elles leur prodiguaient.

Il était aussi de ces voix illustres, le philosophe éminent, le puissant orateur, le mâle caractère que M. de Barante vient de faire revivre dans un grave et beau récit. Le premier éloge qu'inspire l'histoire de M. Royer-Collard, est contenu dans ce mot si simple et si expressif : c'était un homme. *Esto vir !* On ne voit pas que l'idée de subordonner ses démarches à un motif d'ambition ou de crainte se soit jamais offerte à son esprit. Avant la Restauration qui révéla sa gloire, il avait connu la Révolution et l'Empire : en tout temps il est demeuré invariablement fidèle aux maximes qui inspirèrent sa parole, à l'alliance de l'ordre et de la liberté. A le voir, à l'entendre, on pouvait se demander si la cause qu'il défendait était victorieuse ou vaincue. Tant son langage, en quelque circonstance que ce fût, était assuré ! Tant il portait dans ses regards, sur son front, dans son geste je ne sais quel air de domination inviolable !

On serait en peine de dire quel rôle il jouerait de notre temps ; quelle serait aujourd'hui son opinion sur les choses et sur les hommes. Il était sévère dans ses jugements. Sous la monarchie représentative, à une époque où les institutions faisaient de l'honneur un principe de gouvernement et l'imposaient à tous, il avait sur des personnages, qu'il pouvait estimer sans partager leurs vues, des paroles terribles. L'amitié n'avait aucune prise sur ses convictions ; la fidélité était pour lui une raison de ne pas les taire : il redoutait de paraître dépendre du pouvoir, comme d'autres trembleraient de paraître le contredire. Ses discours ne sont qu'une déduction forte et serrée de principes supérieurs, qu'un commentaire, parfois inexact mais toujours élevé, de la Charte royale. Il semble, à le lire, que ce n'est pas une pensée personnelle qu'il exprime : devant ce raisonnement impérieux, devant cette généralisation puissante, cette précision dogmatique, ces théories affirmées avec une solennité altière, vous croiriez entendre, non pas un homme, mais une doctrine, non pas un député ordinaire, mais le rapporteur juré de la loi politique.

Prenez donc un tel homme avec ses qualités maitresses, avec ses défauts mêmes, témoins orgueilleux d'une haute nature. Faites-le comparaître en présence de notre époque ! Introduisez-le dans une assemblée législative. La mollesse contemporaine soutiendra-t-elle l'âpre liberté de cette parole ? Le voilà qui apprécie un projet de loi et il proclame d'avance qu'on ne l'observera pas : « Votre loi, sachez-le, sera vaine, car la France vaut mieux que son gouvernement ¹. »

¹ Tome II, page 295.

Quelle nouveauté ! Quel scandale ! Et quel ne serait pas à lui-même son étonnement si l'on ne répondait à ses arguments que par un appel à sa complaisance ou par des reproches à son hostilité, si, pour toute réfutation, il s'entendait accuser d'esprit de parti ? Le voyez-vous marchant droit aux principes, écartant d'une main dédaigneuse les amplifications banales, disant de la spécialité du budget qu'elle n'est « qu'une affaire de probité, » de la liberté de la presse qu'elle est « une nécessité sociale, le principe nécessaire de la liberté politique, » et, sans prendre souci des protestations effarées, dépouillant ces systèmes, ces plans, ces entreprises, pour mettre à nu leurs conséquences, leurs périls, ou leur témérité ?

Ce n'est point à des rapprochements de ce genre que doit se borner l'étude de ce grand caractère. Il convient d'examiner comment il s'est formé, quelle énergie les épreuves ont ajoutée à son tempérament naturel, par quels degrés il s'est élevé dans la défense des libertés publiques jusqu'à mériter que son nom en devienne l'un des plus imposants symboles. Il faut voir enfin quelles étaient les idées de M. Royer-Collard sur les conditions du gouvernement.

Né en 1763, à Sompuis, au sein d'une famille qui mettait dans les pratiques de la religion une austérité rigoureuse, élevé tour à tour au collège de Chaumont, dont son oncle, l'abbé Collard, était supérieur, et dans l'établissement que tenaient à Saint-Omer les Pères de la doctrine chrétienne, M. Royer avait puisé dans les leçons de sa jeunesse les enseignements qui devaient assurer ses croyances et imprimer à son âme virile sa vraie direction. En 1787, il plaidait sous les auspices de Gerbier sa première cause devant la grand'chambre du Parlement. Il avait alors vingt-quatre ans. Six années plus tard, et quelles années ! l'avocat au Parlement était devenu l'orateur de la section de la Fraternité : il demandait en son nom le rétablissement des lois à la Convention, et se rendait digne d'être, après la mort des Girondins, l'objet d'un mandat d'arrêt. Il se réfugia en Champagne. On le vit, comme un simple paysan, conduire la charrue ; tout en suivant le sillon, il faisait quelque lecture. Déguisé, mais non changé, il envisageait l'avenir avec calme ; et qui sait ce que le caractère de l'homme public n'a pas dû à cette vie menacée et tranquille du « laboureur de Sompuis ? »

Cependant l'alerte était de tous les instants : il avait à l'écurie un cheval tout sellé, afin de se dérober aux poursuites, si l'on apercevait un gendarme. C'est ici que se présente la scène mémorable où madame Royer désarma par sa fière attitude l'agent envoyé pour

arrêter son fils : « Le procureur syndic du district, raconte M. de Barante, était en relations, non-seulement officielles, mais familières avec quelques membres du Comité de salut public. On lui écrivit de rechercher le citoyen Royer qui était sans doute réfugié dans les environs de Vitry. Il vint trouver madame Royer, qu'il n'appela point citoyenne, et lui dit quelle mission il avait reçue ; elle était dans une chambre meublée avec une extrême simplicité, sans autre décoration qu'un grand crucifix. Elle l'écouta avec tant de dignité et de courage qu'il se sentit frappé de respect, et lui promit d'ignorer que son fils fût réfugié dans la maison ; puis, il écrivit au Comité de salut public que le citoyen Royer n'était certainement pas caché dans le district de Vitry. « J'étais venu, disait-il, avec le projet de sauver son fils sans exposer ma tête ; à présent je monterais pour elle sur l'échafaud. »

Cette scène, déjà saisissante sous la plume sobre et ferme de M. de Barante, fut encore marquée, si nous avons bonne mémoire, par quelques incidents dignes d'être conservés. Il y eut entre la mère de M. Royer et l'envoyé de la Convention un échange de paroles, où celui-ci, évoquant tout à coup l'image de Cornélie, témoigna lui-même à sa noble interlocutrice l'impression qu'elle produisait sur lui. Nous nous rappelons avoir recueilli ce récit de la bouche d'un éminent écrivain qui prépare, lui aussi, une vie de Royer-Collard, et ce souvenir nous fait désirer vivement que M. Villemain ne tarde pas davantage à nous donner, avec cette émouvante peinture, son œuvre tout entière.

L'année suivante, Robespierre tombait. La France commençait à respirer. Il s'en fallait pourtant que la mort de ce monstre eût rendu l'empire à la justice. La tyrannie était moins sanglante, mais non moins arbitraire. La mission de M. Royer-Collard eut bientôt à se dessiner : ce fut sur un détail que sa voix se fit d'abord entendre.

Il n'est pas rare de rencontrer des hommes qui sont tout de feu pour les circonstances décisives : il faut à leur ardeur un coup de foudre, une catastrophe ; à ce prix, ils se vantent de ne rien craindre et de tout oser. Jusque-là, ils se tiennent immobiles ; dédaigneux des luttes secondaires, ils attendent toujours ces grands moments qui ne viennent jamais. Ils laissent ainsi s'accumuler peu à peu des difficultés qu'ils eussent au début aisément renversées, et trouvent encore dans les périls, qu'a fait naître leur incurie, un prétexte pour la prolonger. Facile et funeste erreur ! Les petites pratiques font les grandes vertus ; c'est dans les résistances de chaque jour que se forme l'indépendance. Sachez donc sur quel objet porta la première réclamation adressée au gouvernement par M. Royer-Collard : sur la somme de huit livres que les administrateurs du département de la

Marne avaient arbitrairement imposée à la commune de Sompuis ! Dans ce modeste débat, Royer-Collard voit engagés tous les principes d'une société libre ; il n'hésite pas à les invoquer.

Disons en quelques mots l'origine du conflit :

Au mois de septembre 1796, les administrateurs du département de la Marne avaient requis la commune de Sompuis de conduire à Metz cinq mille pesants d'armes ou de munitions, et d'acquitter les frais de la force armée qui avait dû contraindre à l'obéissance les habitants du canton. Tout en protestant contre la réquisition, la commune, dans l'intérêt de l'ordre public, avait consenti à s'y soumettre ; mais elle refusait de payer la somme de huit livres, fixée comme sa part dans l'acquittement des frais de la force armée.

« Quant aux frais d'envoi de la force armée, écrivait la commune par la plume de M. Royer-Collard, sans examiner si les soussignés avaient dû être considérés comme refusant ; attendu que cette mesure tient à une habitude révolutionnaire ; qu'il est temps que les administrateurs cessent de l'employer et les administrés de la souffrir ; attendu que, selon un principe trivial, toute peine doit être prononcée par une loi et appliquée par un jugement, et que les soussignés ne reconnaissent aucun de ces caractères dans la lettre du président de l'administration dont il leur a été donné lecture ; attendu enfin que leur résolution unanime à cet égard ne compromet en rien le service public et que, vu la modicité de l'objet, elle ne peut être attribuée qu'au zèle avec lequel ils défendent toujours les droits qui constituent la liberté civile, les soussignés certifient n'avoir pas payé la somme de huit livres fixée par le président de l'administration, pour leur portion des frais de la force armée. »

M. Royer-Collard ne s'en tint pas à cette déclaration. Les administrateurs du département l'avaient, comme de juste, trouvée fort inconvenante. Dans un langage qui n'a point tout à fait passé de mode, ils avaient accusé les réclamants de porter atteinte à l'ordre établi, de renverser les principes sociaux, etc. Voici quelques extraits de la réponse que Royer-Collard envoya à l'un d'entre eux, M. de Branges. Il serait à désirer que ce style-là, lui aussi, fût immortel.

Le mandataire de Sompuis commençait par se dénoncer comme l'auteur du texte de l'arrêté pris par la commune : « C'est moi, monsieur, qui ai rédigé la déclaration des cultivateurs de la commune de Sompuis ; les principes qu'elle renferme sont les miens ; j'en avoue les conséquences, je consens à encourir seul la responsabilité qu'on y voudra attacher. Comme il m'est démontré que, de votre côté, vous êtes le rédacteur de l'arrêté pris par le département contre cette déclaration et de la lettre au président de l'administration du canton, c'est à vous que je crois devoir adresser ma réponse. »

Il rappelait alors les droits que les cultivateurs de Sompuis avaient entendu maintenir, et, abordant la réponse de l'administrateur, il en retranchait préalablement, comme il le lui disait « les imputations vagues, l'appel aux principes de l'ordre social que vous nous accusez de subvertir, le prétexte de la défense générale, l'attestation de votre zèle et de votre droiture éprouvée, etc., *c'est-à-dire tout ce qui ne signifie absolument rien.* » Cette exécution faite, il discutait le système du fonctionnaire. Nous ne pouvons tout reproduire ; citons seulement ce passage dans lequel M. Royer-Collard réfute ceux qui, pour alléger la marche du gouvernement, voudraient le soustraire au contrôle législatif. « Ne dites pas qu'en exigeant l'intervention du Corps législatif, nous le faisons succomber sous la multitude et la minutie des détails ; ne dites pas que nous sommes *les ennemis du gouvernement dont nous entravons la marche* ; il est utile, monsieur, il est patriotique d'entraver la marche des agents du gouvernement, lorsqu'ils s'écartent des sentiers de la loi, et la constitution n'a pas cru qu'il y eût rien d'indigne de la majesté législative dans tout ce qui se rapporte au maintien des droits politiques et civils, puisqu'elle a voulu que le législateur seul prononçât sur les opérations des assemblées primaires, que seul il autorisât un emprunt d'un écu à la plus petite commune, etc. Tant elle a élevé d'enceintes autour de la liberté et de la propriété ! Tant elle les a fortifiés contre les entreprises de l'autorité exécutives ! »

Enfin il terminait par ces lignes dont l'amère fierté jette sur notre histoire intérieure un jour mélancolique. « Je sais, monsieur, que vous avez déjà calomnié mes motifs et mes intentions ; je crois que vous les calomnierez encore. Peut-être le ferez-vous avec succès : je suis seul, je vis dans une obscure solitude et vous disposez de toutes les forces morales de l'administration dont vous êtes membre ; les liens de la dépendance ou ceux de la reconnaissance vous attachent une nombreuse clientèle qui reçoit de vous ses opinions et ses haines. Mais l'opinion publique n'appartient ni à l'autorité, ni aux partis, elle est tôt ou tard la conquête de la vérité et de la raison. Rien ne m'impose moins que les formes menaçantes dont vous vous êtes revêtu ; les sanctions ministérielles que vous avez demandées et que vous obtiendrez sans doute, ne m'imposeront pas davantage. La pensée ne reçoit point de chaînes, et les actions ne reçoivent que celles de la loi. Ce n'est pas moi que la nature a condamné à caresser les pieds du fort, et, s'il est des hommes dont la constante habitude soit de prendre poste derrière les événements et d'ajouter ensuite aux poids de la balance le poids de l'épée du vainqueur, je ne suis point de ces hommes. »

Au mois d'avril 1797, M. Royer-Collard fut élu député de la Marne

au conseil des Cinq-Cents : il n'y prit qu'une fois la parole. Le premier discours de celui qui devait plus tard combattre un regrettable projet de loi sur le sacrilège, fut en faveur du clergé. L'objet de la discussion était de savoir si l'on proclamerait la liberté des cultes, et si en conséquence les lois, qui prononçaient la déportation ou la réclusion contre les prêtres insermentés, seraient abolies. M. Royer-Collard soutint la cause de la liberté que son ami Camille Jordan avait déjà revendiquée, au nom de la commission, dans un rapport célèbre. Le député de la Marne annonçait, dès cette époque, les qualités qui devaient distinguer son talent : c'était bien cette forte éloquence concentrant dans une argumentation rigoureuse sa flamme puissante. Il faisait voir, avec une admirable logique, que dans un pays libre, tout citoyen a droit aux mêmes garanties, et que les refuser aux ecclésiastiques, c'était non-seulement aller contre tous les principes du gouvernement, mais encore outrager la conscience de la France qui redemandait ouvertement ses vieux autels : il prouvait que l'intérêt était d'accord avec le devoir pour appuyer le projet de loi, et partant de là pour montrer dans la justice la plus utile conseillère : « Représentants du peuple ! s'écriait-il, entre tous les moyens d'action et de salut que vous a confiés sa volonté souveraine, c'est à la justice que vous accorderez la préférence ; gardiens de l'ordre social, c'est la justice que vous placerez entre les intérêts discords et les passions rivales ; hommes d'État, vous vous emparerez encore de la justice comme du plus profond des artifices et de la plus savante des combinaisons politiques ; par elle vous pacifierez le présent et vous conjurerez l'avenir ; par elle vous relèverez l'opprimé, vous épouvanterez l'oppresseur. Aux cris féroces de la démagogie invoquant l'audace et puis l'audace, et encore l'audace ; représentants du peuple, vous répondrez enfin par ce cri consolateur et vainqueur, qui retentira dans toute la France : la justice, et puis la justice, et encore la justice ! »

Cette justice, dont il arborait avec confiance l'image au-dessus de tant de ruines, cette justice était bien loin de prévaloir. L'arbitraire, c'est-à-dire « l'audace » régnait : les événements successifs, par lesquels dut encore passer la fortune de la France, naquirent de ses œuvres et prolongèrent son empire. Ici les détails manquent sur la destinée de M. Royer-Collard : on le voit entrer en relations avec la royauté exilée ; puis, au bout de quelques années, il disparaît dans le silence, et ce n'est qu'en 1811 que nous le retrouvons ouvrant à la Sorbonne son cours de philosophie. Il signala cette entrée tardive et un peu inattendue dans l'Université impériale par un acte d'indépendance ; il refusa aux instances de M. de Fontanes de rien mettre dans son discours d'ouverture à l'éloge de l'Empereur.

Qu'avait-il fait cependant jusqu'à cette époque ? Quels étaient ses sentiments ? Que pensait-il de ce gouvernement redoutable à la France comme elle l'était elle-même à l'Europe ? S'il en avait, ainsi qu'on doit le croire, l'opinion qu'il a souvent exprimée plus tard, quelles étaient ses impressions devant un affermissement que tout semblait seconder ? Eut-il ses heures de découragement ? Se laissa-t-il aller à désespérer de ses convictions, en les sentant comme exilées dans un monde qui, les jugeant vaincues, ne les comprenait pas ? Ou plutôt, tout en contractant peut-être aux spectacles que ses regards eurent à subir, ce dédain des hommes qui marquait ses discours, ne se préparait-il pas, dans ses longues méditations, à défendre un jour ces nobles maximes, qu'une apparente défaite ne l'empêchait pas de croire réservées au triomphe ? C'étaient elles qu'il soutenait en relevant le spiritualisme dans l'enseignement, en montrant quels liens unissaient la politique et la philosophie.

La rentrée des Bourbons fut pour ses doctrines une victoire : de la chaire philosophique la Charte faisait passer le spiritualisme dans le gouvernement.

Les relations de M. Royer-Collard avec la famille royale dataient de la fin du siècle précédent. On a remarqué que la liberté de la presse, quelque temps respectée par le Directoire, avait donné rapidement la prééminence aux feuilles royalistes : pour les réduire au silence, il fallut la supprimer. Cette disposition des journaux indiquait le mouvement qui se produisait dans la nation. Le désir de goûter quelque repos, après ces grands bouleversements, la soif d'une sécurité que le crime avait tarie, le besoin de sentir les intérêts couverts par une garantie inviolable, s'agitaient au fond des cœurs. M. Royer-Collard, aussi fermement attaché à la société nouvelle qu'ennemi des maximes révolutionnaires, partageait ces sentiments : voulant le droit partout rétabli, il fut naturellement conduit à désirer le retour du principe qui semblait, dans ses antiques fondements, offrir le soutien le plus sûr à l'ordre renaissant. Lié avec quelques-uns des serviteurs les plus dévoués du roi, il reçut de Louis XVIII la mission de former un comité chargé d'éclairer ce prince sur l'état intérieur du pays. Il accepta cet office, mais en y mettant une condition. Deux classes d'hommes correspondaient avec les Bourbons : les uns, estimant que le roi devait être le roi de la France et non le roi d'un parti, avaient à cœur de se tenir au courant des idées de la patrie, d'interroger ses vœux, ses intérêts, ses penchants, et de les faire connaître à Louis XVIII ; ils cherchaient en même temps à nouer des relations avec les personnages considérables de l'opinion *modérée*, comme on disait alors, afin de préparer dans ces rapprochements mutuels la réunion de la France et du souverain. Les autres, à qui s'abandonnait l'âme confiante de

Monsieur, dédaignaient pareil soin : la disposition du pays, les changements accomplis dans la société, les concessions à faire, les ménagements à garder, c'étaient là pour eux autant de préoccupations vaines : d'une présomption égale à leur impuissance, ils berçaient de chimères folles l'esprit des princes, rêvant une armée imaginaire qui leur soumettrait absolument la France. M. Royer-Collard, qui n'appartenait pas, on l'a déjà compris, à cette seconde classe d'agents, avait stipulé que le conseil du roi n'aurait avec elle aucun rapport, et que les noms des membres qui le composaient seraient, aussi bien que leurs actes, enveloppés du plus profond secret. La condition fut exactement observée pendant quatre ans, et le conseil, en plus d'une rencontre, fut à même de servir utilement Louis XVIII. Mais ce prince ayant voulu, pour se délivrer des obsessions, que son conseil se réunît à l'agence de Monsieur, le comité crut devoir donner sa démission. La note où il exposait ses motifs, note rédigée par M. Royer-Collard, contenait ces avertissements : « En adressant à Monsieur l'hommage de leur profond respect et l'expression de leurs regrets, les membres du conseil royal regardent comme un dernier devoir de lui déclarer que si, malgré tant de funestes expériences, on persiste à former des rassemblements d'agents inconnus les uns aux autres et sans autre lien commun que l'influence d'une direction éloignée, ces prétendus agents seront infailliblement ce qu'ils ont été jusqu'à ce jour, des intrigants en discorde, étrangers à la grande scène des affaires, sans considération personnelle et sans capacité, dont la correspondance mensongère ne servira qu'à entretenir des illusions profitables pour eux, mais bien nuisibles aux intérêts du roi. Comme c'est la force des événements et des choses qui a produit et conduit la révolution, c'est la même force qui peut seule l'arrêter ou la détruire. Tous les plans qui ne s'appuient pas sur cette force, qui n'ont pas pour unique objet de l'employer lorsqu'elle existera, ne sont que des intrigues impuissantes, qui ne tardent pas à devenir la pâture de la police et le scandale de l'opinion. Les vrais royalistes ne peuvent y prendre aucune part. »

Le roi eut de nombreuses occasions d'éprouver la justesse de ces observations. De retour en France, il garda le souvenir de l'inexactitude des renseignements que lui avaient transmis les hommes ainsi caractérisés par M. Royer-Collard, et il en conçut une défiance durable contre la faction qu'ils représentaient.

Ce fut véritablement avec la Restauration que s'ouvrit la carrière politique de M. Royer-Collard. Entré à la Chambre des députés en 1814, il y siégeait encore en 1839, toujours désigné par les mêmes électeurs, et pouvant dire à ceux qui lui conservaient si fidèlement leur mandat : « Je suis glorieux de cette persévérance de vos suf-

frages qui me donne en quelque sorte en spectacle à mon pays dans ces jours d'instabilité universelle. »

Sa vie est dès lors dans ses discours : peu porté à l'action, il met dans sa parole sa passion profonde. Il a gravé en fortes maximes les règles du régime représentatif. Toutes ses opinions ne résisteront pas au temps ; plusieurs sont déjà tombées. Mais, sur les principes essentiels, il méritera toujours d'être consulté. Comme ces vieux publicistes que la diplomatie invoque dans les discussions internationales, il sera pour l'avenir un des docteurs justement autorisés du droit politique.

Peut-être quelques-uns lui refusent-ils cette louange, sous prétexte qu'il rappelle l'odieux souvenir du gouvernement parlementaire.

Bien que l'absence de ce gouvernement se fasse parfois sentir plus qu'on ne le souhaiterait, il a contre lui un préjugé assez répandu. A parler franchement, la forme et le nom seraient de peu de conséquence, si l'on devait voir assuré d'une autre façon ce que ce nom suppose, ce que cette forme était destinée à garantir : nous voulons dire le contrôle indépendant et sérieux du pouvoir, seul fondement de la liberté politique. Qu'on imagine un autre moyen de procurer ce contrôle ! Il nous paraît malaisé que les inconvénients, attribués au régime parlementaire, ne se reproduisent pas sous une forme différente. La responsabilité ministérielle, par exemple ! Comment s'y soustraire ? Nous lisions dernièrement, dans une ingénieuse étude, un modèle de constitution, ou, comme disait l'auteur, un projet « d'Edit, » dans lequel était accordé à la Chambre, non pas le droit d'adresser des interpellations au ministère, mais celui de présenter au « roi » d'humbles doléances sur toutes les matières étrangères aux délibérations législatives. Croit-on avoir évité de la sorte la responsabilité ministérielle et par suite les changements de cabinet ? De deux choses l'une : ou le roi accueillerait les « doléances » de la Chambre, et on comprendrait mal que le même ministère consentit à suivre un système diamétralement contraire à celui qu'il aurait jusque-là pratiqué ; ou le roi les repousserait absolument. Mais si les députés périodiquement réunis renouvlaient chaque année les mêmes plaintes, si leurs successeurs se les appropriaient à leur tour, le gouvernement ne serait-il pas obligé de céder, sous peine d'allumer un de ces conflits qui d'ordinaire ne profitent qu'aux factions ?

Parlera-t-on après cela de la nécessité de rendre la prérogative du souverain plus puissante qu'elle ne l'est en Angleterre, d'affaiblir la centralisation, ou de réformer l'ancien mode de suffrage ? Ces modifications ne sont nullement incompatibles avec ce gouvernement parlementaire qu'on distingue bien à tort du régime représentatif.

sincèrement entendu. La décentralisation n'a-t-elle pas trouvé des défenseurs parmi les plus fermes soutiens de ce gouvernement ? M. Royer-Collard fut lui-même un des premiers à la réclamer, et, d'accord avec l'immortel auteur de *la Monarchie selon la Charte*, il a savamment établi les différences qui devaient marquer le caractère de la prérogative royale en France et en Angleterre.

Quelles étaient donc les doctrines politiques de M. Royer-Collard ? Que voulait-il ? Pour le faire mieux ressortir, disons d'abord ce qu'il ne voulait pas.

Ce qu'il ne voulait pas, c'était l'arbitraire. Il le repoussait, non-seulement dans la marche générale du gouvernement, mais encore dans tous les détails, dans tous les recoins de l'administration. « Le vice radical de la loi, s'écriait-il un jour, ... c'est qu'elle fait scandaleusement entrer l'arbitraire dans notre droit public. Qu'importe qu'il soit divisé, dépecé, transposé. Il n'est bon ni honorable nulle part, ni sous aucun déguisement. »

L'arbitraire affecte des traits bien divers : ce qu'on peut dire pour le caractériser, c'est qu'il existe partout où le gouvernement se contrôle lui-même. Cela se rencontre, soit que le gouvernement tienne seul les rênes du pouvoir, soit qu'il ramène en sa main les ressorts cachés des institutions qui ont pour objet apparent de le réglementer. Un tel régime a ses avantages : il va plus vite, il agit en secret, il fait plus de choses. Seulement, il ne souffre pas la médiocrité ; s'il n'est infaillible, c'est le pire des gouvernements, et il n'y a malheureusement pas d'exemple qu'il soit infaillible.

Il ne peut pas l'être. Bossuet parle quelque part de la terrible tentation qu'exerce sur un mortel la pensée de n'avoir rien au-dessus de sa tête. Voilà le péril du régime arbitraire : un homme jeté au faite du pouvoir, sans aucun frein pour contenir ses passions excitées de toutes parts ! Que serait un tel homme dans la vie privée ? Que sera-t-il dans le gouvernement, avec cet espace immense offert à son activité, tenant à la merci de ses fautes le sort de tout un peuple ? S'il se trompe, nul ne l'avertit : il est seul armé, il parle seul ; il étend sur ses actes, comme une nuit épaisse, le silence universel, et sous les regards muets qui l'environnent, il finit par se persuader qu'il n'est pas vu, qu'il est invisible.

Le moindre des inconvénients de l'arbitraire, tel que le signalait M. Royer-Collard, c'est sa perpétuelle instabilité. Rien de fixe, rien de sûr, rien de réglé ; les principes écartés, il n'y a plus que des expédients, et l'intérêt, devenant l'unique loi, pousse au jour le jour, suivant l'occasion, le bien et le mal dans le gouvernement. Dès qu'il croit voir un gouvernement côtoyer cet abîme, Royer-Collard l'arrête ; il l'avertit qu'il est « dans une voie de perdition, » et que ne dût-il pas

aller jusqu'au bout, « le premier pas est dangereux ; » car il suffirait pour « corrompre la morale publique¹. »

Tel était le régime que ne voulait pas M. Royer-Collard. Il lui arrive souvent de le peindre : il démêle les secrètes maximes qui le conduisent ; il les met en plein jour pour les flétrir : « La loi, dit-il, ne peut pas tout. La puissance de la loi est limitée souverainement par le droit, par la justice, par le respect de l'humanité... L'utilité considérée en elle-même ne légitime rien ; l'utilité est chose commune à l'homme qui a des droits et des devoirs, et à la brute qui n'en a pas². » Il ne porte si haut le gouvernement représentatif que parce qu'il y voit « la justice organisée, la raison vivante, la morale armée³. »

Il personnifiait en deux formes ces deux principes opposés de gouvernement, la justice et la force : celle-ci dans la souveraineté populaire, celle-là dans l'hérédité monarchique.

Son premier grief contre la souveraineté populaire, c'est qu'à ses yeux, elle manque de sens moral. Il exige qu'un gouvernement soit ordonné de telle manière qu'il ait besoin d'avoir raison, et que toutes ses institutions conspirent pour lui imposer et pour rendre visible en lui la justice. A la souveraineté du peuple, il reproche, au contraire, de réduire la vérité politique à un nombre, et ce nombre une fois acquis n'importe comment, d'en faire aux mains des gouvernements un titre pour légitimer toutes les iniquités, une arme pour écraser tous les droits. « Le dogme fatal de la souveraineté des peuples, dit-il quelque part, et son épouvantable résultat ! » Il appelle ainsi les gouvernements qu'elle a suscités, et bien qu'il sache distinguer entre des régimes fort différents, il ne lui pardonne guère plus les uns que les autres. On pouvait attribuer à l'entraînement qui suivit les Cent-Jours ces paroles si amères : « Le gouvernement impérial, une des plus grandes corruptions qui aient été exercées sur la nature humaine... » Et pourtant, au lendemain de la révolution de Juillet, alors que par une étrange alliance la mémoire de Napoléon était relevée au nom de la liberté, on entendait M. Royer-Collard porter sur l'Empire un jugement qui, sous une expression plus douce, n'était pas au fond moins sévère. « Rappelez vus souvenirs, disait-il... quels sont les crimes publics auxquels la souveraineté du peuple n'a pas présidé ? A quelle divinité barbare a-t-on immolé plus de victimes humaines ? je ne confonds point l'Empire avec ces temps funestes ; je sais ce que nous lui avons dû, et je lui en garde une sincère reconnaissance. Cependant, pour avoir été glorieux et à quelques égards bienfaisant, l'Empire n'en a pas moins été un monstrueux despotisme,

¹ Tome II, page 517.

² *Ibid.*, page 510.

³ *Ibid.*, page 405.

tempéré seulement par les lumières supérieures du despote. Eh bien, messieurs, aucun des gouvernements révolutionnaires qui l'ont précédé, ne s'est autant appliqué à émaner de la souveraineté du peuple et ne lui a rendu autant d'hommages, hommages qu'elle n'a point repoussés; car, dès que l'anarchie lui manque, c'est dans le despotisme qu'elle va se précipiter¹. »

M. Royer-Collard opposait à la souveraineté du peuple l'hérédité monarchique. La Restauration appuyée sur la Charte, tel était, tel fut toujours, après comme avant 1830, son idéal de gouvernement. Il a donné du principe de la légitimité de belles définitions. Les mieux faites assurément pour frapper les esprits. Si parfois en l'invoquant il laissait voir une sorte d'émotion grave, il n'avait pas coutume de s'isoler dans une sentimentalité vague qui n'eût touché que les convertis. Il visait à convaincre les adversaires, les indifférents, la masse flottante du pays, et c'était à l'intérêt général, aux droits de tous qu'il rattachait la cause de la monarchie; on connaît ce passage : « La légitimité est l'idée la plus profonde à la fois et la plus féconde qui soit entrée dans les sociétés modernes : elle rend sensible à tous dans une image immortelle, le droit, ce noble apanage de l'espèce humaine, le droit sans lequel il n'y a rien sur la terre qu'une vie sans dignité et une mort sans espérance. La légitimité nous appartient plus qu'à aucune autre nation, parce qu'aucune race royale ne la possède aussi pure, et aussi pleine que la nôtre, et qu'aucune autre aussi n'a produit un si grand nombre de bons et de grands princes². »

Entre la légitimité et la liberté, il désirait voir s'établir une alliance indissoluble; il les regardait comme étant l'une à l'autre également indispensables. « Il y a pour les institutions de chaque peuple, disait-il, des principes ou des conditions nécessaires. Ainsi, la monarchie légitime et la liberté sont les conditions absolues de notre gouvernement, parce que ce sont les besoins absolus de la France. Séparez la liberté de la légitimité, vous allez à la barbarie : séparez la légitimité de la liberté, vous ramenez ces horribles combats où elles ont succombé l'une et l'autre. »

La liberté, pour lui, c'était la Charte. Il s'attachait au texte constitutionnel pour en faire sortir les institutions et les principes propres à garantir les droits réciproques du gouvernement et des citoyens. Les deux Chambres, la spécialité du budget, l'inamovibilité de la magistrature inspirèrent tour à tour, et à des époques très-diverses, quelques-uns de ses discours les plus admirés.

Les événements nous ont portés bien loin des théories de M. Royer-

¹ Tome II, page 466.

² *Ibid.*, p. 30.

Collard sur les conditions de l'électorat. En aucune question peut-être il ne professa des maximes aussi absolues. Il regardait la qualité d'électeur comme une fonction et non comme un droit ; à ce titre ; il ne voulait la voir conférée qu'à des citoyens réputés capables, et, cherchant dans la quotité de l'impôt la présomption de cette capacité, il fixait à trois cents francs la contribution que devrait payer tout électeur.

Ce chiffre, la Charte l'avait indiqué. M. Royer-Collard se flattait d'interpréter exactement la loi fondamentale, et il l'opposait avec une confiance superbe à ses adversaires. Il oubliait dans quelles circonstances la Charte avait été promulguée.

Jusqu'en 1814, les assemblées primaires, formées dans chaque canton des citoyens qui y étaient domiciliés et qui y jouissaient des droits politiques, avaient nommé les électeurs. Ceux-ci à leur tour, réunis au chef-lieu du département, présentaient une liste de candidats, sur laquelle le Sénat choisissait les membres du Corps législatif. Telle était l'organisation en vigueur au retour des Bourbons. Le Sénat l'avait maintenue dans la constitution qu'il s'était avisé de rédiger entre le départ de l'Empereur et la rentrée de Louis XVIII. Il avait seulement abdiqué entre les mains des électeurs le droit de choisir les députés. C'était à ce mode d'élection que se référait la Charte dans son article 40. Lorsqu'elle disait : « Les électeurs qui concourent à la nomination des députés ne peuvent avoir droit de suffrage, s'ils ne payent une contribution directe de trois cents francs et s'ils ont moins de trente ans, » elle n'entendait pas changer l'origine du droit électoral, et la placer dans l'impôt ; mais elle fixait les conditions auxquelles les électeurs, qu'auraient nommés ou que nommeraient à l'avenir les assemblées primaires, pourraient désormais ~~exercer~~ leur mandat.

Était-il indifférent de rompre les liens qui rattachaient les électeurs à leurs concitoyens, et de faire dépendre leur titre, non plus du vœu public, mais du taux de leur fortune ? M. de Barante ne le cache pas : les promoteurs de la loi de 1817, qui fit prévaloir l'opinion de M. Royer-Collard, voulaient exclure du scrutin et les classes populaires et les influences qu'ils jugeaient nuisibles. C'était à la classe moyenne qu'ils remettaient les élections. Il est vrai que la classe moyenne résume en définitive les destinées d'une nation ; mais ce n'est point une raison pour qu'elle en dispose exclusivement. De tels privilèges n'aboutiraient qu'à la reléguer, comme toutes les castes, dans un isolement aussi fatal à sa prépondérance qu'à son esprit politique.

Le système de la droite, plus conforme à la Charte, était, à notre avis, plus habile et plus juste. La commission de 1816 partait de ce prin-

cipé que pour assurer la stabilité des institutions nouvelles, il convenait d'associer la nation tout entière à leur sort et que, ces institutions étant *représentatives*, tous les intérêts, toutes les classes du pays devaient autant que possible être *représentés*. Dans ce but, elle conservait deux degrés d'élections : les assemblées d'arrondissement, composées de tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans et payant cinquante francs de contribution (le chiffre pouvait être abaissé) nommaient les électeurs de département, qui devaient eux-mêmes élire les députés.

« Ce serait supposer à la France plus d'indifférence qu'elle n'en a et ne doit en avoir sur l'exercice du plus précieux de ses droits, disait M. de Villèle, rapporteur de la commission, que de croire pouvoir dispenser au hasard l'élection des députés, sans autre base que celle d'une division territoriale arbitraire et sans aucun égard à la population et aux contributions qui doivent toujours être les indicateurs du nombre des députés à élire, puisque ces deux données sont prises dans les intérêts qu'ils sont plus particulièrement appelés à défendre... Seraient-ils bien les députés des départements et exprimeraient-ils bien réellement l'opinion de la France, ceux à la nomination desquels n'aurait concouru qu'un aussi petit nombre de citoyens ? Cette espèce de privilège exclusif, accordé aux contribuables payant trois cents francs d'impositions directes, est-il dans nos mœurs actuelles, est-il d'accord avec le système de gouvernement représentatif que nous sommes appelés à consolider par la loi qui vous est soumise en ce moment ?

« Il a paru, au contraire, à votre commission que plus sera grand le nombre des Français qui participeront à la nomination des députés, plus la Chambre sera ce qu'elle doit être pour remplir la place qui lui est assignée par la Charte, mieux elle portera au roi la véritable expression de l'opinion publique ; et plus elle exercera sur la France entière l'influence qui lui est nécessaire pour seconder les vues du gouvernement et faciliter des sacrifices commandés par l'intérêt de l'État. »

Ce projet rencontra dans M. Royer-Collard un adversaire inflexible. Et quelle raison élevait-il contre lui ? Il était amené par la pente de ses arguments à faire le vide autour de la Chambre des députés, à méconnaître, lui qui en d'autres circonstances l'exposa si bien, son vrai caractère. Il appelait « fausse et trompeuse » cette dénomination de gouvernement représentatif que la droite donnait au régime fondé par la Charte, et il ne craignait pas d'avancer que pour être justifiée, elle devrait entraîner la nécessité du mandat impératif. Comme si, à le prendre dans son acception la plus ordinaire, le mandat lui-même n'était pas souvent un plein-pou-



voir donné de confiance ! En refusant à la Chambre son titre légitime, M. Royer-Collard la réduisait à n'être plus qu'une assemblée des notables. Il ôtait toute portée au droit de dissolution et d'appel à la nation, que ce titre seul rendait explicable.

Des principes que posait l'éminent orateur se dégagèrent sans doute une idée vraie et une crainte très-fondée : cette idée, c'était que la Chambre devait représenter beaucoup plus les intérêts et les droits que les volontés et les personnes ; cette crainte, c'était de voir la multitude, avec ses passions aveugles et violentes, envahir l'arène électorale, y devenir, non l'interprète du pays, mais l'instrument des factions et donner alternativement le triomphe aux deux fléaux que les factions amènent après elles, à l'anarchie ou au despotisme. L'opinion de la droite n'était nullement contraire à ces vérités. Loin de faire naître le péril que redoutait M. Royer-Collard, elle tendait plutôt à le conjurer par de sages tempéraments. Elle assurait la prééminence aux suffrages les plus éclairés du pays, sans prononcer contre aucune classe une de ces exclusions qui trop souvent suscitent dans l'avenir des réactions irréfléchies.

L'Angleterre fournit un exemple de l'esprit qui devrait animer une loi sur les élections, lorsqu'elle nous montre les universités d'Oxford et de Cambridge envoyant des députés au Parlement. Un Etat qui réunirait en groupes ses divers membres, qui remplacerait par la solidarité hardie et féconde de l'association l'égoïsme impuissant des volontés individuelles, aurait peut-être trouvé les meilleurs éléments du suffrage électoral. Le Corps législatif sortirait alors des corporations multipliées dans le pays, comme l'intérêt général des intérêts particuliers. Une pareille organisation n'est pas seulement l'œuvre de la loi : elle dépend aussi du temps et des mœurs. En déplorant son absence, la commission de 1816 essayait par son projet d'y suppléer : à la place d'électeurs isolés elle tentait de créer des assemblées, des associations électorales. Elle ne livrait pas le suffrage à la foule ; mais elle ne le réservait pas non plus à une seule classe. En appelant tous les citoyens au soin de désigner, non les députés, mais les électeurs, elle ne leur demandait pas de se prononcer sur des noms ou sur des questions que la plupart dans leur ignorance n'eussent examinés que par le regard d'autrui ; elle les mettait en face d'hommes que tous connaissaient et d'intérêts locaux que tous pouvaient comprendre. Elle confiait, comme le voulait M. Royer-Collard, le droit de nommer les députés à des électeurs réputés capables ; mais le jugement de ces électeurs, sanctionné d'avance par le suffrage des assemblées primaires, apparaissait revêtu d'une toute autre autorité que s'il n'avait dû son titre qu'à la feuille des contributions.

- Si dégagé qu'il fût des erreurs du dix-huitième siècle, M. Royer-

Collard se ressentait de l'habitude que cette époque avait prise de traiter par des théories les affaires publiques. « Pour faire une bonne loi sur les élections, disait-il un jour, il faudrait être à mille lieues au-dessus de la terre. — Pardon, lui répondait un homme dont il fut un des premiers à présager la gloire, il me semble, au contraire, qu'on ne saurait être assez près de la terre pour y prendre ses racines; il faudrait pénétrer jusque dans ses entrailles! » Ces paroles peignent la différence entre les deux systèmes. Ils étaient tous deux en garde contre les passions populaires; seulement le premier inclinait, dans cette appréhension, à isoler du pays le corps électoral, tandis que le second commençait par l'y rattacher.

On n'a jamais mieux expliqué du reste que ne l'a fait M. Royer-Collard la nécessité et la mission d'une Chambre élective : dans le passage qu'on va lire sont comprises toutes les raisons qui exigent non-seulement une représentation nationale, mais encore la plénitude de la liberté politique.

« A cette question : *Pourquoi y a-t-il une Chambre élective?* il faut répondre : Il y a une Chambre élective dans l'intérêt de la nation, afin que ses vœux et ses besoins soient connus et ses droits respectés, et que la liberté politique vienne au secours de la liberté civile, dont elle est la seule garantie efficace. Il y a une Chambre élective dans l'intérêt du gouvernement, afin que la confiance, qui est le principe des élections, monte jusqu'à lui et lui concilie une obéissance plus prompte et plus facile. Enfin, il y a une Chambre élective dans l'intérêt de la nation et du gouvernement tout ensemble, afin que les longues erreurs et les longues injustices, qui sont le principe des discordes civiles et des révolutions, ne s'amassent point dans le corps social, mais que la société tout entière et toutes les vicissitudes aperçues ou ignorées qui s'opèrent en elle, retentissent sans cesse au sein du gouvernement et sollicitent sans cesse son attention, et qu'ainsi le gouvernement, averti jusqu'à l'importunité, soit forcé à la vigilance, à la prudence, à la prévoyance; qu'il soit un avec la nation et qu'il ne vieillisse point avec elle. Que ne pourrais-je point ajouter, messieurs ! Il suffit de dire que c'est la Chambre élective qui constitue les gouvernements qu'on appelle représentatifs; heureuse institution qui, bien comprise et franchement acceptée, devient le plus ferme rempart de la royauté héréditaire, et la digue la plus sûre contre les révolutions, dans le mouvement qui emporte les sociétés modernes. »

Pour remplir la mission que Royer-Collard lui assigne, il faut que la Chambre soit pleinement indépendante : le premier gage de cette indépendance, c'est la liberté des élections. Deux ans ne s'étaient pas écoulés depuis l'avènement de la Charte, quel'esprit public en était venu, sous l'influence des institutions représentatives, à refuser à l'adminis-

tration toute part dans les élections. Un ministre, signalé par les saillies imprévues de sa parole, M. de Vaublanc, avait imaginé de porter à la tribune l'idée que le gouvernement devait diriger le scrutin : « Dans un gouvernement monarchique, disait-il, tous les pouvoirs doivent être subordonnés et dépendants. Or quel pouvoir plus important que le pouvoir électoral ? Quel pouvoir serait plus dangereux pour la couronne s'il abusait de son influence ? » On n'était pas encore assez mûr en ce temps-là pour s'accoutumer à ces doctrines ; ce ne fut dans toute l'assemblée qu'une impression de stupeur : « Sans distinction d'opinion ou de parti, rapporte M. de Barante, il n'y eut peut-être pas un député qui ne crût rêver en entendant de telles paroles prononcées par un ministre. »

Avec la liberté des élections, M. Royer-Collard réclamait pour l'entière indépendance des Chambres la liberté de la presse. « Personne n'ignore aujourd'hui que, pour les sociétés éparses sur de vastes territoires, qui ne se réunissent jamais dans une liberté commune, la libre publication des opinions individuelles par la presse n'est pas seulement la condition de la liberté politique ; mais qu'elle est le principe nécessaire de cette liberté, puisqu'elle seule peut former au sein d'une nation une opinion générale sur ses affaires et ses intérêts. »

La liberté de la presse a subi le sort des puissances vaincues : ses apologistes les plus exagérés sont devenus ses plus acharnés détracteurs. Tel que la loi de 1819 n'eût pas satisfait trouve que la licence des journaux dépasse aujourd'hui toutes les bornes. Avec cette classe de raisonneurs la discussion serait superflue. Mais il est d'autres esprits, peut-être parmi nos lecteurs, qui, voulant l'ordre dans le pays, s'effrayent au seul nom de la liberté de la presse. Qu'ils daignent y réfléchir ! Trouveraient-ils mauvais qu'on pût soutenir en toute sécurité les droits du Saint-Siège, et se sont-ils sentis rassurés par les rigueurs qui ont frappé tant de fois ses défenseurs ? Non, sans doute : ils estiment que de tels coups ont été mal dirigés, et ils n'ont pu réprimer un murmure chaque fois qu'ils les ont vu porter. C'est-à-dire que, s'ils repoussent la liberté pour les opinions contraires, ils l'admettent, ils la réclament pour leurs propres doctrines. De cette liberté-là, tout le monde en veut : mais on commence par la refuser à ses adversaires, et on s'étonne que ceux-ci, devenus les plus forts, vous appliquent votre propre système en persécutant vos doctrines. On s'écriera peut-être, dans cette extrémité, qu'il vaut mieux supprimer absolument la presse, afin que l'erreur se taise en même temps que la vérité. L'expérience serait à faire : reste à savoir si elle est possible, et si la suppression des écrits supprimerait l'erreur dans les gouvernements. Il est fort probable qu'on aurait seulement donné à l'erreur le

droit de s'imposer sans phrases, et que pour être exécutée en silence, la vérité n'en souffrirait pas moins.

Mais les gouvernements, que gagneraient-ils eux-mêmes à ce régime? Notre siècle a connu le temps où la presse était esclave, où les journaux du pouvoir avaient seuls la parole, dissimulant en vain sous l'effronterie de leur langage l'attache de la servitude. Quel profit en ont retiré le gouvernement et la société? Celle-ci, après quelques années d'aveugle confiance, après avoir accueilli indistinctement tout ce que des voix stipendiées débitaient à son oreille, en est venue — l'irréfutable témoignage de M. Thiers l'a mis en évidence — à ne plus voir dans ces pompeuses annonces qu'une épouvantable déception, et, se punissant d'un excès par un autre, elle s'est jetée sur les bulletins de l'étranger, les acceptant plutôt, même lorsqu'ils mentaient, que les organes de son gouvernement, même lorsqu'ils disaient vrai. Celui-là, étourdi par une toute-puissance dont il était à la fois la seule lumière et le seul frein, a fini par se persuader tout ce qu'il faisait répéter à ses agents : il s'est confié dans cet assentiment universel dont il évoquait le fantôme au-devant de ses entreprises ; et puis, éveillé tout à coup par le cri des événements, il a regardé autour de lui. Il a senti ses illusions s'évanouir comme une vaine fumée ; il a interrogé ces pensées dont il se disait maître, il les a vues se détourner de la sienne ; et seul, déchu de ses rêves, accablé sous cet abandon qu'il n'avait soupçonné qu'à la dernière heure, il lui a fallu s'écrier : « On ne nous croit plus ! »

Non, loin de nuire aux gouvernements, la liberté de la presse ne les sert pas moins qu'elle ne sert les peuples. Si elle leur suscite des difficultés, elle leur fournit des inspirations ; si elle les contraint d'entendre des voix étrangères, elle prête à leur voix plus d'autorité ; si elle dénonce leurs abus, elle en prépare et en publie la ruine ; si elle leur fait rencontrer dans la prospérité une obéissance moins servile, elle leur réserve, aux conjonctures critiques, des conseils plus éclairés et de plus fermes courages. Le dévouement naît de l'indépendance.

Elle est belle, cette délibération de 1819 qui fit entrer dans la loi les principes de la liberté de la presse. On ne saurait trouver dans une assemblée plus de zèle que n'en montrèrent les Chambres de cette époque pour associer en une équitable alliance des droits opposés, pour faire aux exigences du gouvernement et à la sécurité du pays une part également juste. Mais ce qui domine encore la conduite du législateur, c'est l'attitude du ministère. Il est le premier à prévoir et à demander les garanties nécessaires à la liberté de la presse : il est le premier à prendre en main la cause des citoyens contre les empiétements de l'administration. Voyez, par exemple, la discussion qui s'élève sur le projet de loi relatif à la diffamation : les fonctionnaires peuvent-ils prétendre à l'inviolabilité qui

couvre les particuliers, et doit-on interdire contre les uns et les autres la preuve des faits diffamatoires? C'est l'opinion qui a prévalu dans le décret organique de 1852. En 1819, non-seulement le ministère ne pensait pas à la soutenir; mais il la repoussait hautement; et cette exception, qui semble tout d'abord défavorable au fonctionnaire, il la réclamait comme indispensable à son honneur. Il voulait que contre lui, et contre lui seul, le diffamateur fût admis à donner ses preuves. « Il est une exception (à l'interdiction de la preuve), disait le garde des sceaux, M. de Serre, que réclame hautement la liberté publique. C'est le cas où l'imputation s'adressé aux dépositaires ou aux agents de l'autorité, et où elle concerne les actes ou les faits de leur administration. La vie privée des fonctionnaires n'appartient qu'à eux-mêmes; leur vie publique appartient à tous. C'est le droit, c'est souvent le devoir de chacun de leurs concitoyens de leur reprocher publiquement leurs torts ou leurs fautes publiques. L'admission à la preuve est indispensable. La censure, sachant qu'elle sera dans l'obligation de prouver, en aura plus de mesure et plus de dignité. Le droit reconnu de dire la vérité fera punir plus sévèrement la calomnie et l'injure contre les hommes revêtus du pouvoir; et ceux-ci, à leur tour, seront d'autant plus fermes dans la ligne du devoir, que si leurs méfaits ne peuvent échapper à un impartial jury, au jugement du pays, ils trouveront aussi dans ce tribunal le vengeur certain de leur honneur offensé. »

On éprouve une noble jouissance à voir le gouvernement d'un grand peuple porter si haut le sentiment de l'honneur, et « loin d'appeler, comme le disait encore M. de Serre, le mystère et les ténèbres, » provoquer autour de lui la lumière, dans la magnanime confiance qu'elle n'éclairera rien que de digne et de national. M. Royer-Collard, adhérant à l'opinion du garde des sceaux, la développa dans un éloquent commentaire.

La presse reconnue libre et mise à l'abri de la prévention, il s'agissait d'établir à qui reviendrait le soin de réprimer ses écarts. M. Royer-Collard, d'accord aussi avec le ministère, estimait que ce devait être au jury. Il fondait cette doctrine sur le caractère mobile des délits de presse : il faisait remarquer que ces délits suivaient dans leurs variations les opinions et les circonstances; qu'un écrit, factieux aujourd'hui, pouvait ne plus l'être demain, et que, dans l'impossibilité où l'on se trouvait de déterminer d'avance les signes de la culpabilité, il fallait confier ce discernement à l'arbitraire du juge. Mais comment avec l'arbitraire éviter l'oppression? Par le choix du tribunal? L'autorité dont je critique les actes, sera-t-elle conviée à décider si j'ai dépassé la mesure? Imposerai-je à une volonté humaine un tel excès de vertu que je la fasse

juge dans sa propre cause ? M. Royer-Collard n'admettait pas même la justice ordinaire : il voulait un tribunal qui représentât, entre l'accusé et le pouvoir, la société, et qui, indépendant comme elle, se renouvelât aussi avec elle ; en un mot, le jury.

Cette opinion, que M. Royer-Collard soutenait dès 1817, le ministère, avons-nous dit, l'avait adoptée en 1819. Il n'est pas sans intérêt d'entendre le chef de la magistrature exposer lui-même les raisons, qui le portent à soustraire les délits de presse à la juridiction des tribunaux.

« ... Quelles sont les connaissances nécessaires dans ces sortes de jugements ? disait M. de Serre. Ce sont précisément, messieurs, celles qu'ont naturellement les jurés. A qui s'adressent en effet les écrivains punissables ? Sur quels esprits veulent-ils faire impression ? N'est-ce pas sur le public qu'ils se proposent d'agir ? Qui donc mieux que ce même public, c'est-à-dire que le jury qui est tiré de son sein, pourra juger si cette impression qui constituerait le crime a été cherchée ou produite, et jusqu'à quel point elle a pu l'être ? Qui, mieux que ce public, c'est-à-dire mieux que le jury, décidera d'après cette impression, si la publication déférée à la justice a réellement le caractère de la provocation et de la diffamation ? Croyez-le, messieurs, les connaissances des jurés en cette matière seront peut-être préférables à celles des hommes qui font leur étude spéciale du texte et de l'application des lois, parce que ces hommes, vivant plus séparés des hommes, se faisant de leur cabinet ou du Palais une espèce de monde particulier, moins mêlés, en un mot, à ce public et plus étrangers à sa manière de sentir et de prendre les choses, sont moins à portée d'apprécier des publications dont le crime ou l'innocence consistent dans les impressions qu'elles ont produites ou qu'elles ont dessein de produire sur le public.

« Mais ce qu'il faut surtout chercher dans les jugements des délits politiques, c'est une impartialité et une indépendance telles, que chacun les demanderait pour soi-même s'il devait être accusé et jugé sur une accusation portée contre lui par le pouvoir. Sur ce point, le gouvernement peut se rendre justice à lui-même, et doit la rendre à la magistrature française ; mais la conviction du gouvernement n'est pas tout en pareil cas, il faut que le public la partage. Or, le public, messieurs, est-il pleinement convaincu qu'un juge de tribunal correctionnel, qu'un conseiller même de Cour royale, malgré son inamovibilité, n'ait rien à espérer du gouvernement, ni par conséquent rien à en craindre ? Et, s'il conserve quelque doute à cet égard, s'il soupçonne qu'il puisse y avoir lieu pour eux à l'espérance ou à la crainte, quelque peu fondés que soient ses soupçons, lorsqu'il s'agit d'une cause où le pouvoir sera intéressé, n'altéreraient-ils pas cette

confiance dans la parfaite indépendance et la parfaite impartialité du juge, confiance qui doit être inaccessible à la plus légère atteinte, et cela d'autant plus, messieurs, que les corps de magistrature sont eux-mêmes des pouvoirs et qu'en prononçant sur les attaques portées contre le pouvoir, ils sont, à un certain point, juges dans leur propre cause? »

Ces paroles, tombant de la bouche d'un garde des sceaux, repoussaient d'elles-mêmes le soupçon d'irrévérence envers la magistrature. M. Royer-Collard n'était pas moins à l'abri d'un tel reproche. Il craignait d'engager la magistrature dans les questions politiques, et, songeant à ce renouvellement incessant de l'opinion qui devait être, à son avis, l'âme des jugements de presse, il estimait à la fois impossible et périlleux de le faire entrer dans les habitudes judiciaires. Qui, mieux que lui, comprenait d'ailleurs la mission de ce grand corps? Qui l'avait portée plus haut! Qui avait revendiqué en un plus beau langage l'indispensable privilège de la magistrature, l'inamovibilité?

« ... Lorsque le pouvoir, chargé d'instituer le juge au nom de la société appelle un citoyen à cette éminente fonction, il lui dit : Organe de la loi, soyez impassible comme elle. Toutes les passions frémiront autour de vous ; qu'elles ne troublent jamais votre âme. Si mes propres erreurs, si les influences qui m'assiègent et dont il m'est si malaisé de me garantir entièrement, m'arrachent des commandements injustes, désobéissez à ces commandements, résistez à mes séductions, résistez à mes menaces. Quand vous monterez au tribunal, qu'au fond de votre cœur il ne reste ni une crainte ni une espérance ; soyez impassible comme la loi. — Le citoyen répond : Je ne suis qu'un homme, et ce que vous me demandez est au-dessus de l'humanité. Vous êtes trop fort et je suis trop faible ; je succomberai dans cette lutte inégale. Vous méconnaissez les motifs de la résistance que vous me prescrivez aujourd'hui, et vous la punirez. Je ne puis m'élever toujours au-dessus de moi-même, si vous ne me protégez à la fois et contre moi et contre vous. Secourez donc ma faiblesse ; affranchissez-moi de la crainte et de l'espérance ; promettez que je ne descendrai point du tribunal, à moins que je ne sois convaincu d'avoir trahi les devoirs que vous m'imposez. — Le pouvoir hésite : c'est la nature du pouvoir de se dessaisir lentement de sa volonté. Eclairé enfin par l'expérience sur ses véritables intérêts, subjugué par la force croissante des choses, il dit au juge : Vous serez inamovible. »

M. Royer-Collard avait-il tout dit cependant? Cette inamovibilité, dont il rendait la raison si sensible, était-elle un rempart suffisant contre les dangers qu'il appréhendait? Pénétré du même respect que

lui pour la magistrature, nous ne croyons pas qu'on puisse jamais craindre de se montrer trop scrupuleux lorsqu'il s'agit d'assurer en elle cette indépendance qui est son premier titre à la vénération des peuples. Nous interrogeons les grands hommes qui l'ont illustrée ; nous nous rappelons la sollicitude glorieuse avec laquelle ils cherchaient à retrancher leur ministère dans une région inaccessible à toutes les influences, et il nous semble qu'aucun d'eux ne nous désavouerait, si, continuant, autant qu'il est en nous, la forme qu'employait M. Royer-Collard, nous prêtions ce langage au juge placé en face du gouvernement.

« Vous m'avez conféré l'inamovibilité : c'est sans doute une garantie salulaire, et je me sens plus indépendant sur mon siège, vous sachant impuissant pour m'en faire descendre. Mais, si vous vous êtes en ma faveur dessaisi de votre droit, je vois encore dans vos mains des armes redoutables. S'il ne vous est pas donné d'exciter mes craintes, vous êtes libre encore d'allumer mon ambition. Si vous ne pouvez m'intimider par vos menaces, vous pouvez me séduire par vos promesses. Vous pouvez faire luire à mes regards l'espoir d'un avancement qu'il m'est naturel de souhaiter. Si je suis à l'abri d'une révocation, je ne suis point à l'abri d'une disgrâce. Je suis homme : soutenez donc encore une fois ma faiblesse, protégez-moi contre vos faveurs, comme vous m'avez protégé contre vos vengeances. Dispensez-moi de recourir à vous pour obtenir mes fonctions ou pour les voir s'élever. Laissez à mes collègues, à mes pairs, la faculté de vous présenter eux-mêmes ceux qu'ils jugent dignes de votre choix. Reposez-vous sur la magistrature du soin de veiller à sa propre dignité, et de former ou de renouveler ses rangs, sous votre approbation souveraine, comme il convient à son honneur et à la justice. Demeurez sans crainte. Vous n'aurez pas abdiqué tous vos moyens d'influence. Vous ne vous serez point hélas ! désarmé tout entier ! »

Nous touchons ici au vice général de notre organisation, à cette centralisation excessive qui ramène aux mains du pouvoir toutes les forces du pays, et qui, née sous la dictature, est fatale à la liberté. M. Royer-Collard a présenté sur ce régime des considérations qui en résument tous les périls. Il a montré, au faite de notre société, un État tout-puissant, plus fort que cet État des anciens jours que Louis XIV personnifiait en lui-même, ne trouvant plus autour de lui les franchises qui arrêtaient celui-ci, ayant gardé, sous des formes différentes, la plupart de ses privilèges, encore perfectionnés, comme les armes de guerre, par l'art moderne ; il a montré que dans un pays « où les magistratures étant abolies, il n'y a plus que des fonctionnaires, » où « le pouvoir a fait la conquête du droit et s'est enri-

chi des dépouilles de la société, » il a montré que dans un tel pays, tout se réduit à l'antagonisme illusoire de l'individu et du gouvernement, l'individu seul, impuissant, égoïste et inerte, le gouvernement, devenu légion, agissant, parlant, régnant par des milliers, d'agents, qui, justiciables les uns des autres, sont tous également responsables devant lui, et n'ont tous que sa volonté « pour unique règle et pour unique loi. »

« Le ministère, disait-il dans le temps même où dominait la Charte, le ministère a formé les collèges électoraux ; qui votera dans ces collèges ? Tous les électeurs admis sans doute ? Non, ce sera pour un très-grand nombre le ministère. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est lui ; c'est sa prétention publique, officielle, raisonnée. Le ministère vote par l'universalité des emplois et des salaires que l'État distribue, et qui tous, ou presque tous, directement ou indirectement, sont le prix de la docilité prouvée ; il vote par l'universalité des affaires et des intérêts que la centralité lui soumet ; il vote par tous les établissements religieux, civils, militaires, scientifiques, que les localités ont à perdre ou qu'elles sollicitent ; il vote par les routes, les canaux ; les ponts, les hôtels de ville : car les besoins publics satisfaits sont des faveurs de l'administration, et, pour les obtenir, les peuples, nouveaux courtisans, doivent plaire. En un mot le ministère vote de tout le poids du gouvernement. C'est le gouvernement qu'il fait peser en entier sur chaque département, chaque commune, chaque profession, chaque particulier. Et quel est ce gouvernement ? c'est le gouvernement impérial qui n'a pas perdu un seul de ses cent mille bras, qui a puisé au contraire une nouvelle vigueur dans la lutte qu'il lui a fallu soutenir contre quelques formes de liberté, et qui retrouve toujours au besoin les instincts de son berceau, la force et la ruse. Et ce gouvernement sera le patrimoine de tous les ministères, quels qu'ils soient, habiles ou incapables, loyaux ou infidèles, serviteurs du roi ou des partis, et ce sera le plus mauvais et le plus malintentionné qui en abusera davantage...

« ... Le mal est grand, messieurs ; il est si grand que notre raison bornée sait à peine le comprendre, et qu'elle est hors d'état d'en apercevoir toutes les conséquences, qui cependant, par la force invincible des choses, se font jour, s'accumulent et déjà nous accablent. Le gouvernement représentatif n'a pas été seulement subverti par le gouvernement impérial, il a été perverti ; il agit contre sa nature. Au lieu de nous élever, il nous abaisse ; au lieu d'exciter l'énergie commune, il relègue tristement chacun au fond de sa faiblesse individuelle ; au lieu de nourrir le sentiment de l'honneur, qui est notre esprit public et la dignité de notre nation, il l'étouffe, il le proserit, il nous punit de ne savoir pas renoncer à notre estime et à celle des

autres. Vos pères, messieurs, n'ont pas connu cette profonde humiliation; il n'ont pas vu la corruption placée dans le droit public, et donnée en spectacle à la jeunesse étonnée, comme la leçon de l'âge mûr.

« Voilà où nous en sommes descendus; le mal, il est vrai, n'éclate nulle part davantage que dans les élections, mais il n'en vient pas; il vient, je l'ai déjà dit, de la société dissoute, et du pouvoir monstrueux et déréglé qui s'est élevé sur la ruine de toutes les institutions. Une société sans institutions ne peut être que la propriété de son gouvernement; en vain on lui écrira quelque part des droits, elle ne saura pas les exercer et ne pourra pas les conserver. Peu d'années ont suffi pour *divulguer ce fatal secret*. Aussi longtemps que la société sera dépourvue d'institutions gardiennes de ses droits, et capables de rendre un long gémissément quand elle sera frappée, le gouvernement représentatif n'est qu'une ombre. »

Nous nous sommes laissés aller à passer en revue avec M. Royer-Collard les principaux objets du gouvernement. C'était le meilleur moyen d'honorer sa mémoire. Le philosophe politique beaucoup plus que l'homme d'État est à interroger dans M. Royer-Collard. Il pose les principes généraux; s'il en déduit, avec une logique parfois outrée, les conséquences, il excelle du moins à donner le ton: il provoque l'esprit à la réflexion, et ce devait être pour ses auditeurs un sujet d'orgueil que de voir leurs pensées confuses prendre sur ses lèvres une forme si belle. On pourrait extraire de ses discours une foule de maximes, qui ne suffiraient pas sans doute à diriger un gouvernement ou une société, mais qui, comme les antiques devises, leur rappelleraient toujours un grand précepte ou un grand exemple.

Nous ne voulons pas cependant terminer cette étude, sans considérer, après les admirables inspirations de l'orateur, les fautes du politique. La gloire de M. Royer-Collard est assez haute pour n'avoir pas à redouter cet examen, et nous trouvons d'un autre côté **quelque profit** à le faire, car les critiques qu'il soulève **s'adressent pour la plupart** au caractère français. On peut **croire paradoxale cette comparaison** de M. Royer-Collard avec ses concitoyens, et il aurait eu probablement lui-même grand peine à l'admettre. Il se serait sans doute fort étonné, avec son air rigide, son regard dédaigneux, son assurance doctrinale, si on lui eût fait entendre que cette humeur changeante et précipitée, dont nous avons si souvent éprouvé les inconvénients, ne lui était pas étrangère. On se serait moins trompé qu'il ne l'eût pensé.

Ce que nous regrettons tout d'abord dans la conduite politique de M. Royer-Collard, c'est sa roideur. La conciliation entre l'ancienne société et les intérêts nouveaux, la nécessité de faire à ceux-ci leur

part, sans rompre avec des traditions nationales, et de placer la royauté, non comme un obstacle, mais comme un guide, à la tête d'une société en marche, l'avènement même de la démocratie et le soin de la contenir, sans la comprimer, ce sont là des vérités que M. Royer-Collard a vues, pénétrées et en quelque façon promulguées. S'est-il aussi bien rendu compte des transactions qu'à travers tant de périls et devant le flot des passions ennemies se devaient mutuellement les défenseurs de la royauté ? Il souffrait mal la contradiction ; il tournait en oppositions radicales des dissidences secondaires ; il retirait ouvertement son concours à des ministres pour qui il ressentait affection et confiance, et cela parce que d'accord avec lui sur les principes, ils ne suivaient pas sa pensée dans toutes ses nuances. Il en venait à dire en face d'un cabinet que dirigeait M. de Serre : « Voilà six ans que la France n'est pas gouvernée ! » Et ce ministère, qui était alors si difficile à porter et dont il jugeait avec tant d'amertume la gestion chez les autres, il refusait d'en prendre pour lui-même la responsabilité. L'habitude de dogmatiser lui faisait méconnaître les exigences de la vie pratique ; s'il a magnifiquement enseigné les lois du gouvernement représentatif, il ne s'est point toujours assez rappelé qu'on ne saurait sans danger les pousser à l'extrême. La politique n'est pas plus que la vie humaine une géométrie inflexible : il est des conjonctures que le législateur n'est pas tenu de prévoir, et devant lesquelles les ménagements de l'homme doivent retirer quelque chose à la rigueur de la loi.

M. Royer-Collard se jugeait du reste avec une louable clairvoyance, lorsqu'il déclinait, malgré les instances de ses amis, le poids d'un ministère. C'était un homme de méditation plus que de gouvernement, mieux fait pour la théorie que pour l'application, et plus capable encore de donner des conseils que de les exécuter : il savait mieux découvrir le mal d'une situation qu'en trouver le remède, et se serait moins entendu à réparer les fautes commises qu'à les juger. D'un regard plus profond qu'étendu, sa pensée semblait s'être tracé à elle-même ses propres limites, et si elle se développait dans cet espace avec une majesté souveraine, elle ne le franchissait guère pour voir ce qui s'agitait au delà.

Tel était aussi, dans une certaine mesure, le caractère de l'école à laquelle son nom est demeuré lié : école de doctrines imposantes et dignes, noblement signalée par la force du raisonnement et la hauteur morale, couvrant sous de majestueux dehors des résolutions parfois timides, plus correcte que supérieure dans l'action politique, ennemie des aventures, mais trop portée, pour s'en garder, à se tenir immobile, peu ouverte sur les grands horizons des affaires extérieures et inclinant à resserrer l'initiative de la France par le sage

désir de ne pas l'égarer. L'esprit, proprement dit, de la Restauration manifestait, à ce point de vue, une activité plus vigoureuse et plus hardie. Cette fermentation féconde, qui se produisait sous son élan dans toutes les sphères, qui renouvelait l'histoire, la philosophie, les lettres, les arts, la Restauration la portait dans le gouvernement. A l'intérieur il n'est guère de réforme dont nous goûtions aujourd'hui les bienfaits, qu'elle n'ait entreprise : il n'est guère de liberté, dont nous regrettons l'absence, qu'elle n'ait favorisée. Les discussions des deux Chambres, la presse, le jury, le crédit public, l'indépendance garantie de la magistrature, la loi du recrutement datent de son règne. Au dehors, elle relevait peu à peu la France des désastres de l'Empire : elle mettait la main à tous les problèmes qui sollicitaient le monde, et ses conseils, propagés par la triple influence de sa dynastie, de ses institutions et de sa diplomatie, reprenaient possession de leur antique prépondérance. Des projets immenses se formaient. M. Royer-Collard avait jugé la guerre d'Espagne avec une défiance un peu étroite : il n'avait vu en elle qu'une manœuvre de parti, et il s'était pris à douter de la réponse que l'armée ferait à l'appel de la monarchie. La guerre d'Espagne, accomplie malgré l'Angleterre et sous le feu d'une presse demeurée libre, avait eu pour effet au contraire de montrer à l'Europe la fidélité de l'armée et de grandir ainsi l'ascendant moral de la Restauration. La délivrance des chrétiens d'Orient, voués depuis cette époque à tant de calamités, s'élevait comme une arrière-pensée toujours présente au delà de toutes les combinaisons, et la gloire soudaine, qui jaillit de l'affranchissement de la Grèce et de la prise d'Alger, ne fit qu'éclairer le but vers lequel s'acheminait l'effort de la France.

Ce n'était point sur cet ordre de conceptions que se fixaient les méditations de M. Royer-Collard. A part la guerre d'Espagne, on ne voit pas qu'il ait pris une seule fois la parole sur les questions de politique étrangère. Sa tâche était au dedans : elle fut d'ailleurs assez belle, et nous le trouvons placé au faite qui lui convenait, lorsque nous voyons ce grand défenseur des libertés publiques proposé par la Chambre et choisi par le roi Charles X pour présider ces délibérations parlementaires dont sa gloire toute seule eût suffi à perpétuer le souvenir.

Avouons-le pourtant, c'est dans cette défense des libertés publiques, c'est dans ces discours prononcés sur la politique intérieure que se découvre le trait qui fut la faiblesse de M. Royer-Collard : nous voulons parler de cette mobilité, toute française, hélas ! qui le porta, suivant les temps, à soutenir avec la même rigueur de termes des doctrines diamétralement opposées. Personne n'ignore qu'il y eut sous la Restauration deux périodes dans la carrière législative de M. Royer-

Collard, l'une où il défendit les droits de l'autorité royale, l'autre où il s'attacha surtout à revendiquer les principes de la société moderne qu'avait proclamés la Charte : conduite bien explicable, si la nature de son esprit ne l'avait poussé à ériger des mesures passagères en règles absolues, et à prononcer des exclusions là où il n'y avait à faire que des distinctions. On sait quel fut le plus éclatant exemple de ces variations : on sait quels furent tour à tour ses jugements sur la prétention que manifesterait un parlement d'imposer un ministère à la couronne. Il disait en 1817 : « Le jour où le gouvernement sera à la discrétion de la majorité de la Chambre ; le jour où il sera établi en fait que la Chambre peut repousser les ministres du roi et lui en imposer d'autres qui seront ses propres ministres, et non les ministres du roi, ce jour-là, c'en est fait, non pas seulement de la Charte, mais de notre royauté, de cette royauté indépendante qui a protégé nos pères, et de laquelle seule la France a reçu tout ce qu'elle a jamais eu de liberté et de bonheur ; ce jour-là, nous sommes en république. » En 1829, il votait l'adresse dite des 221.

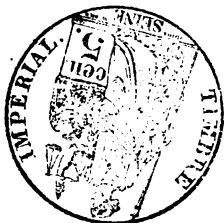
Il faut nous de reconnaître que ceux qui relevaient ces changements avec le plus d'amertume, avaient eux-mêmes pour un but contraire encouru semblable reproche. Cette prétention d'imposer un ministère au roi avait pris naissance dans la Chambre de 1816. Ceux qui la combattaient en 1829 chez M. Royer-Collard l'avaient émise alors contre Louis XVIII, et avaient vu M. Royer-Collard dénoncer leur conduite, qu'il devait plus tard imiter. D'où venaient ces contradictions ? Était-ce de la mauvaise foi ? A Dieu ne plaise ! Des deux côtés la sincérité était égale. Il y avait là, même chez les plus éminents, un peu d'inexpérience, et aussi cette tendance de la nature humaine qui nous conduit trop souvent à mesurer notre zèle pour les principes sur le profit que notre cause en doit retirer.

Cette tendance, nous n'avons aujourd'hui que trop de raisons de la signaler : elle s'est développée sous des formes que n'avaient pas connues, pour leur honneur, les hommes donc nous parlons. A quelle époque en effet a-t-on plus audacieusement professé cette maxime, que les intérêts font et défont les droits, et que ceux-ci ne sont à respecter qu'autant qu'ils nous servent ? A quelle époque a-t-on vu une génération désertier avec plus d'éclat des croyances qu'elle avait plus bruyamment exaltées, du jour où il lui a paru que leur abandon ne nuirait qu'à ses adversaires ? Cependant les leçons n'ont pas manqué à ces tristes défaillances. De tous ceux qui ont répudié la liberté, combien n'ont pas été contraints, à un moment donné, de la regretter pour eux-mêmes ! Vous étiez fatigués du tumulte des discussions législatives : vous les accusiez de mettre le trouble dans vos affaires, et vous rêviez, après avoir réclamé peut-être la peine de mort contre

les ministres de 1830, un État où la volonté souveraine n'eût à craindre ni les empiétements des Chambres, ni l'indiscrétion des journaux. Vous avez été servis à souhait. Tout ce que vous désiriez, vous l'avez obtenu. Mais quoi ? Vous vous plaignez ! Voilà, dites-vous, une guerre engagée sans qu'on nous ait demandé notre avis ! Et quel besoin en avait-on ? N'avez-vous pas décidé vous-mêmes que de pareilles consultations n'entraînaient que des lenteurs, et tant que vos intérêts se sont bien trouvés de ce régime, n'y avez-vous pas applaudi ? Et vous, qui n'aviez point soupçonné que la prospérité de vos forges eût quelque chose à démêler avec la liberté, je vous vois tout pensifs, parce qu'un traité de commerce a jeté les fers anglais sur la place où vous dominiez seuls. Ah ! cette fois, ne vous plaignez pas des hasards. Ils n'y ont été pour rien ; non pas que certains économistes n'aient cherché à suppléer par l'arrogance de leur caquet à l'absence des délibérations parlementaires ; mais ils n'ont eu qu'à célébrer eux-mêmes le fait accompli, préludant au triomphe de la liberté commerciale par l'oubli des premiers principes de la liberté politique.

Que vous dirais-je enfin, à vous qui avez à cœur le triomphe de l'Église ? Vous ne vous étiez pas sentis rassurés par des institutions qui vous avaient procuré la liberté des conciles, la liberté de l'enseignement et l'expédition de Rome. Vous avez salué les événements qui ont refoulé dans la retraite les hommes dont l'éloquence vous avait tant de fois servis et vengés, vous les avez oubliés, évités, dédaignés, heureux encore lorsque votre ardeur à vous dispenser de la reconnaissance que vous leur deviez n'a pas été jusqu'à les outrager. Et maintenant, vous vous étonnez que les choses ne se soient pas exactement passées comme vous les aviez prévues ! Oh ! je le crois sans peine, ce n'était pas pour que le Pape en fût réduit aux extrémités qui l'accablent, ce n'était pas pour voir dissoudre la société de Saint-Vincent de Paul que vous demandiez un gouvernement fort, et quand vous vous félicitez des droits de l'administration sur la presse, vous n'aviez pas imaginé qu'ils pourraient s'exercer un jour sur les feuilles que vous aimiez. Vous n'aviez pensé qu'aux feuilles que vous n'aimiez pas. C'est très naturel, mais ce qui ne l'est pas moins, sachez-le, c'est que le privilège d'aujourd'hui devienne l'exception de demain. On n'est jamais fondé à se plaindre d'être frappé des mêmes armes qu'on a autorisées contre ses adversaires. Le meilleur moyen d'assurer pour soi-même la liberté et la justice, c'est de les revendiquer pour autrui.

Ni M. Royer-Collard, ni les hommes avec qui il se trouvait en lutte, n'auraient mérité qu'un tel langage leur fût adressé. S'il convient de faire voir, par l'extrémité du mal, quelles conséquences peut entraîner une trop grande mobilité, il importe de conserver aux



variations de chacun leur vrai caractère. Les fautes du parti ultra-royaliste, les extravagances de quelques-uns de ses membres, n'autorisent pas l'injustice à son égard. On ne saurait oublier que M. de Chateaubriand s'y rattachait dans l'origine et que M. de Villèle en est issu. S'il a fini par chasser l'un du ministère et par y compromettre l'autre, s'il a successivement écarté du gouvernement tous les hommes qui auraient pu servir le trône, il ne manquait pourtant ni d'intentions libérales, ni d'activité réformatrice. Trop fermé à l'esprit du temps, négligeant avec une déplorable insouciance les ménagements nécessaires vis-à-vis d'un pays, qui fonde si promptement sur des apparences sa confiance ou ses alarmes, il revêtait de formes surannées des idées très-applicables, moins ennemi de la liberté politique qu'étranger à la société moderne.

Mais ce qui brillait en lui et ce que ne connaissent pas un grand nombre de ses détracteurs, c'était un vif sentiment d'indépendance. Il n'y avait là nulle basse ambition, nulle complaisance sordide; des passions violentes, quelquefois injustes, mais désintéressées. M. de la Bourdonnaye n'était pas plus tôt entré au ministère, qu'il se hâtait d'en sortir, parce qu'il ne s'y sentait pas assez maître, et c'était souvent en un langage presque séditieux que les ultra-royalistes témoignaient leur dévouement.

Pour M. Royer-Collard, il modifia son langage, suivant que ce parti lui sembla monter ou décroître. Il avait donné beaucoup à la royauté, tant que sa confiance était restée aux hommes qui dirigeaient le pouvoir; il donna plus à la Charte, quand sa confiance se fut retirée. Il eut le tort de ne pas assez tenir compte des périls que des factions irréconciliables suscitaient aux Bourbons, et dans cette opinion même, qu'il jugeait avec raison funeste, de ne pas distinguer les hommes qui cherchaient à la modérer, et dont les tentatives, plus fermement soutenues, auraient peut-être réuni autour du trône des forces misérablement divisées. Toutefois, parmi les raisons qui inspiraient les changements de M. Royer-Collard, il en est une familière à tous les mortels, et dont les rois doivent garder souvenir : c'est que, quoi qu'on fasse, la confiance publique est pour les gouvernements la première puissance. Existe-t-elle, les actes les plus téméraires sont longtemps excusés; est-elle absente, le soupçon dénature les démarches les plus innocentes. Grand motif pour les princes de consulter, avant tout, dans le choix de leurs conseillers, les sentiments de leur pays. Le seul nom de leurs ministres en dit souvent plus qu'un programme.

M. Royer-Collard vit avec une patriotique douleur la révolution de Juillet. Il ne quitta point le poste qu'il occupait à la Chambre depuis tant d'années. Il prit deux fois la parole sous le nouveau gou-

vernement, en faveur de la pairie héréditaire et pour la défense de la liberté de la presse. Il ne méconnaissait pas les effets d'une politique qui se dévouait à rétablir l'ordre au dedans et à maintenir la paix au dehors. Mais il contemplait d'un regard incrédule et triste cette œuvre laborieuse; il n'espérait guère le succès, et même en donnant à de grands exemples une juste admiration, il ne cachait point son regret du passé. Dans le magnifique éloge qu'il prononça sur la tombe de M. Casimir Périer, on remarqua ces paroles : « Devenu homme d'État et chef du Cabinet dans une révolution *qu'il n'avait point appelée, et je l'en honore...* » Il écrivait à un ami : « Je ne m'entends pas avec le présent... je n'avais de vocation libérale qu'avec la légitimité. » M. de Barante, à qui s'adressaient, croyons-nous, ces confidences, dit lui-même avec une fidèle simplicité : « Sa vraie patrie était la Restauration. »

Par la chute de la Restauration, M. Royer-Collard voyait mis à l'écart un des principes sur lesquels il avait compté pour l'établissement de l'ordre. L'ordre, à ses yeux, c'était la conciliation de l'autorité et de la liberté; elle lui semblait réalisée par un gouvernement qui fondait l'autorité sur l'hérédité monarchique et la liberté sur la Charte. « Quand on désespère de résoudre le problème de la conciliation de l'ordre et de la liberté, disait-il, on prononce contre les nations qu'elles sont condamnées à l'inévitable alternative du despotisme ou de l'anarchie. Je n'ai en aucun temps accepté ce désolant arrêt; je l'accepterai bien moins aujourd'hui que la seule existence de notre gouvernement suffit pour détruire son autorité. »

L'un des malheurs de notre temps, c'est que ces deux principes, dont M. Royer-Collard proclamait l'intime et nécessaire alliance, on s'est accoutumé à les séparer, à les poser comme distincts ou même incompatibles. Sur cette première distinction on en a bâti une autre; il a paru qu'on ne pouvait représenter tout ensemble l'autorité et la liberté, et cette opinion, trop souvent encouragée par ceux qui auraient eu le plus d'intérêt à la désavouer, a fait naître les défiances là où l'union devait s'accomplir. Combien pourtant ont soutenu la liberté, parmi ceux qu'on lui supposait hostiles! Combien l'ont trahie, de qui elle semblait n'avoir rien à craindre! Et l'autorité, à son tour, n'a-t-elle pas trouvé de puissants appuis dans des rangs qui excitaient ses inquiétudes?

Pour avoir donné à l'autorité le prestige d'une antique origine, les Bourbons n'en ont pas moins promulgué la Charte, c'est-à-dire la liberté. L'ancienne monarchie, qui ne suscite dans l'esprit de quelques-uns que le fantôme des castes nobiliaires, n'en a pas moins élevé la bourgeoisie, et ce n'est que par un abus de langage, dont tous ses dé-

fenseurs ne sont pas innocents, qu'elle a pu être représentée comme contraire au progrès des sociétés modernes. D'un autre côté, les hommes qui tentèrent, au lendemain de 1830, de fonder un gouvernement, ont fourni de leur dévouement à la cause de l'ordre des preuves mémorables. Ils n'ont pas réussi, comme le leur avait prédit M. Royer-Collard; mais leurs revers ne sauraient faire oublier leurs actes.

Rien n'est donc moins justifié que ces classifications arbitraires. Ce serait vouloir une irréremédiable scission que de les entretenir. Par là, les uns et les autres iraient contre le but qu'ils se proposent. Loin d'être inconciliables, l'autorité et la liberté ne subsistent qu'unies : ce ne sont pas deux plantes rivales, ce sont les branches d'un même arbre. La liberté, c'est le contrôle de la société sur le pouvoir; l'autorité, c'est le contrôle du pouvoir sur la société. Dans le pouvoir ou dans la société, l'absence de frein est un égal fléau, le nom seul diffère. Dans la société, on l'appelle l'anarchie; dans le pouvoir, l'arbitraire. Tous ceux qui ont à cœur de combattre l'une ou l'autre de ces deux formes doivent joindre leurs efforts, et se dire que sous des termes divers leur entreprise est la même.

C'est là le dernier enseignement que nous a laissé M. Royer-Collard. Sa mémoire n'est pas restée à l'abri des luttes que nous répudions. Suivant qu'on a envisagé son attachement à la monarchie légitime ou ses sentiments pour la Charte, on l'a rangé dans l'un ou l'autre des deux camps. La vérité, prouvée par le témoignage de M. de Barante, c'est que ces deux camps pour lui n'en faisaient qu'un; c'est qu'il n'a jamais cessé d'unir dans ses convictions deux forces, dont la rupture semblait à sa lointaine prévoyance le plus grand des malheurs, la réconciliation le plus sûr gage de l'avenir.

C'est en 1840 que se termine la carrière politique de M. Royer-Collard. A cette époque, il fit ses adieux à ses électeurs et déclina leurs suffrages. Il prit encore quelque part aux travaux de l'Académie. Puis il se replia peu à peu sur lui-même, il éleva sa pensée vers les méditations religieuses; comme les magistrats des anciens temps, il s'imposa le devoir de mettre un intervalle entre les derniers bruits de la vie publique et le silence du tombeau.

Deux lettres qu'il adressait au plus ancien compagnon de sa vie, à M. Becquey, font voir quelles étaient, à ce moment, les dispositions de son âme; ce grand esprit, si fier devant les hommes, si hautain devant la force, si indépendant des puissances de la terre, si attaché à la liberté de conscience comme à la liberté politique, avait été simplement s'agenouiller au pied de *ce tribunal de miséricorde qui justifie ceux qui s'accusent*. Il raconta lui-même à M. Becquey l'impression qu'il en avait rapportée :

« Quand j'ai reçu votre lettre, lui écrivait-il le 14 juillet 1841, j'étais descendais mon escalier pour aller rue Cassette ; vous savez comment on y est reçu. J'y suis retourné avant-hier, et, dans ce second entretien, tout s'est accompli de part et d'autre. J'ai été sincère ; je n'ai rien retenu, rien déguisé, rien accommodé à ma vanité. Je ne triomphe pas, je n'en ai pas sujet, mais j'en éprouve une véritable satisfaction. J'ai fait tout ce qui dépend de moi ; je suis rentré dans l'ordre pour n'en plus sortir. »

C'était encore de ce sujet qu'il s'entretenait, deux mois plus tard, avec son ami : « Je comprends bien, mon cher ami, que vous ne soyez pas content de vous ; car je ne le suis pas de moi. Nous avons été trop loin et trop longtemps dans la mauvaise voie pour rentrer amoureusement dans la bonne. Toutefois, j'ai pris confiance dans la résolution que nous avons prise et dans laquelle nous persisterons de vivre dans l'ordre, soumis, repentants, reconnaissants et renvoyant l'irréparable à la Miséricorde. »

Comme à tous ceux que la Providence veut élever plus haut, les grandes douleurs ne furent pas épargnées à M. Royer-Collard. Sa seconde fille, après une vie de souffrances endurées avec une admirable piété, lui fut enlevée. Peu de temps après, sa fille aînée, madame Andral, tombait gravement malade ; ces épreuves confirmèrent son âme en ruinant sa santé.

Avec le même sang-froid qui avait en tant de conjonctures signalé son courage, il pressentit et détermina en quelque sorte l'heure de sa mort. Un jour, c'était en 1845, on le vit arriver à sa terre de Chateaufieux, au milieu d'une foule immense accourue pour le recevoir : « Je viens mourir, dit-il au curé ; j'ai pris mes précautions avant de partir : j'ai mis ma conscience en bon ordre, en entreprenant ce voyage dans l'état de santé où je suis, je savais très-bien ce que je faisais. »

Dès le lendemain, en effet, la maladie se déclarait ; elle prenait aussitôt un caractère désespéré. M. et madame Andral partirent en toute hâte pour aller le rejoindre. Leur fils, Paul Andral, de qui le beau talent et le noble caractère devaient se déployer sous nos regards, les accompagnait.

Laissons maintenant parler M. de Barante ; laissons-le nous raconter les derniers moments de Royer-Collard. Il met à les peindre un style si vrai, si naturel, si expressif, qu'on ne résiste pas à l'émotion ; il semble qu'on assiste soi-même à ces scènes admirables.

« M. Andral monta dans la chambre du malade : « Monsieur, lui dit M. Royer, je vais mourir et je tâche de m'y préparer. Je veux être administré et recevoir le saint viatique, pendant que Dieu me laisse encore la liberté de ma pensée et la complète disposition de

moi-même. Les traditions de ma famille m'ont appris que l'esprit de la Religion est de ne pas attendre la dernière heure, mais de s'y préparer, aussitôt que le danger se montre, en recevant l'extrême-onction. Je désire recevoir aussitôt après le saint-viatique. Suis-je en danger de mort, quoique le moment ne paraisse pas encore devoir être très-prochain ? » M. Andral gardait le silence. Après un instant, M. Royer ajouta : « Monsieur, c'est une réponse sérieuse que je vous demande ; je suis préparé à tout. Que la volonté de Dieu s'accomplisse. »

« A cette interpellation faite d'un ton d'autorité imposante, mais calme, M. Andral vit bien qu'il ne pouvait se taire. — « Monsieur, si aucun accident ne survient, nous pouvons espérer que Dieu vous réserve des jours dont lui seul connaît le nombre ; mais lui seul sait les suites que pourrait avoir un accident.

« — C'est bien, » reprit M. Royer, et il ajouta avec le même calme : « Est-il probable qu'en employant la journée de demain à me préparer, j'aurai autant de force après-demain à cinq heures du matin ? » — M. Andral répondit que « si les vomissements s'éloignaient, il y avait lieu d'espérer que les forces se relèveraient. » M. Royer ajouta : « — Ne dites pas le moment à ma fille, que j'ai laissée si affaiblie. »

« Lorsque madame Andral fut admise dans la chambre, il la reçut avec tendresse et s'entretint longtemps avec elle ; mais il lui fallait souvent s'interrompre ; des intervalles de silence étaient nécessaires pour ne pas provoquer les spasmes et les vomissements.

« Le surlendemain, à cinq heures du matin, M. Royer reçut les sacrements ; il n'avait pas voulu que madame Royer et madame Andral fussent présentes. Il craignait leur émotion. Son petit-fils, Paul Andral, assistait seul à cette triste cérémonie. Il accomplit ce dernier devoir avec un grand sentiment de piété, répondant lui-même à toutes les prières, ainsi que son petit-fils, à qui il donna sa bénédiction. « Soyez chrétien, lui dit-il ; ce n'est pas assez, soyez catholique. Il n'y a de solide dans ce monde que les idées religieuses : ne les abandonnez jamais, ou, si vous en sortez, rentrez-y. »

« Il demanda au curé de réciter les prières des agonisants : « Il ne faut pas, dit-il, trop attendre pour méditer ces belles prières. Je veux les repasser sans cesse en moi-même et m'en pénétrer. »

« Après un long intervalle de repos et de recueillement, il demanda sa fille. Elle le trouva si calme et sans souffrance qu'elle eut un instant d'espérance. La journée se passa ainsi. M. Andral s'en applaudissait, mais avec réserve et sans sécurité..... »

Vers le milieu de la nuit, M. Royer-Collard fut pris d'une défaillance ; le matin, les grandes souffrances avaient reparu. Elles ne parvinrent pas à lui arracher une plainte. Toujours maître de lui-

même, il se faisait répéter, encore une fois, les prières des agonisants, les suivant avec une attention que ne troublait aucune angoisse, s'arrêtant aux passages dont il était touché, implorant du ciel, non pas le soulagement de ses douleurs, mais la force de les supporter avec patience, répondant au curé qui lui demandait une bénédiction pour l'assistance en pleurs, agenouillée dans sa chambre : « Ce n'est pas à moi de donner une bénédiction ; c'est moi qui demande la bénédiction de Dieu ! » et, les lèvres collées sur un crucifix qui avait appartenu à sa mère et qui avait reçu le dernier soupir de sa fille, faisant paisiblement son entrée dans ces régions éternelles que son âme, depuis plusieurs années, avait pris coutume de contempler.

La fin d'un grand chrétien couronnait dignement la vie d'un grand citoyen.

DU MÊME AUTEUR

HENRI IV ET SA POLITIQUE

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE

DEUXIÈME ÉDITION

Un volume in-12. — Prix : 3 fr. 50



